



# RAPPORT

CCE 2015 - 1250

La conjoncture économique dans la distribution  
Avril 2015

CCE  
Conseil Central de l'Economie  
Centrale Raad voor het Bedrijfsleven  
CRB





## Rapport sur la conjoncture économique dans la distribution Avril 2015

Personnes de contact  
Gautier Jérôme  
[gage@ccecrb.fgov.be](mailto:gage@ccecrb.fgov.be)  
Emmanuel de Béthune  
[embe@ccecrb.fgov.be](mailto:embe@ccecrb.fgov.be)

## Avant-propos

Dans le contexte de l'identification et de la mise en œuvre des synergies entre le secrétariat du CCE et le SPF Economie, un projet commun a été mis en place dans le domaine des analyses sectorielles de la conjoncture.

« La conjoncture économique de l'industrie chimique » – décembre 2013, juin 2014 et janvier 2015 - ont été les trois premiers rapports conjoncturels issus de la collaboration entre les deux institutions.


L'exposé d'orientation politique Economie et Consommateurs du Vice-premier ministre Kris Peeters a donné un élan supplémentaire à cette collaboration, puisqu'il y est précisé que le SPF Economie utilisera entre autres son expertise, en collaboration avec le Conseil central de l'économie, pour examiner en détail et clarifier la conjoncture de secteurs comme le secteur de la distribution, le secteur alimentaire et le secteur chimique.

Le rapport actuel « Conjoncture économique dans la distribution – Avril 2015 » a été élaboré, d'une part, par l'équipe de la Direction générale Analyses économiques et Economie internationale du SPF Economie (Peter Van Herreweghe, Liliane Turloot, Vincent Vanesse, Richard Sakasapu, Steffi Mignon) et, d'autre part, par l'équipe du secrétariat du CCE (Gautier Gerome, Elisa Decaluwé et Emmanuel de Béthune).

Les expériences positives de cette coopération et les synergies réalisées offrent de nombreuses perspectives de collaboration entre le SPF Economie et le secrétariat du CCE pour d'autres projets et études. Les deux directions veilleront à ce que ce type de coopération puisse être intégré de manière structurelle dans les deux institutions, comme le demande le ministre. Par ce biais, nous souhaitons remercier les collaborateurs pour le travail fourni et les encourager à poursuivre ainsi qu'à étendre leur collaboration dans le cadre des analyses conjoncturelles sectorielles des commissions consultatives spéciales (CCS) du CCE.



L. DENAYER  
Secrétaire  
Conseil central de l'économie



J.M. DELPORTE  
Président  
Comité de direction du SPF Economie  
PME, Classes moyennes et Energie

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Conjoncture générale</b> .....	<b>8</b>
1.1	Le sentiment économique en Belgique et en Europe.....	9
1.2	La Belgique et les pays voisins.....	11
1.3	Composantes de la croissance belge .....	12
<b>2</b>	<b>La consommation</b> .....	<b>16</b>
2.1	La confiance des consommateurs .....	16
2.2	Dépense de consommation finale des ménages, revenu disponible et taux d'épargne.....	16
<b>3</b>	<b>Conjoncture dans le commerce</b> .....	<b>19</b>
3.1	Courbe de conjoncture dans le commerce .....	19
3.2	Chiffre d'affaires selon les données TVA .....	22
3.3	Investissements selon les données TVA .....	26
3.4	Emploi.....	28
3.5	Chômage temporaire dans le commerce .....	31
3.6	Entrepreneuriat .....	32
3.6.1	Créations et radiations d'entreprises .....	32
3.6.2	Faillites d'entreprises et emplois perdus suite à des faillites.....	34
3.7	Principaux constats dans les secteurs .....	38
<b>4</b>	<b>Autres indicateurs</b> .....	<b>41</b>
4.1	L'enquête de la Direction générale Statistique - Statistics Belgium auprès du commerce de détail .....	41
4.1.1	Le chiffre d'affaires du commerce de détail .....	41
4.1.2	Le chiffre d'affaires dans différents regroupements du commerce de détail.....	42
4.2	Immatriculation des ventes de voitures neuves et d'occasion .....	45
4.3	Évolution des prix à la consommation dans le commerce de détail .....	46
4.4	Le commerce électronique.....	47
4.4.1	Achats en ligne des entreprises aux consommateurs .....	47
4.4.2	Achats en ligne d'entreprises à entreprises .....	49
4.4.3	Ventes en ligne.....	50
4.5	Principales conclusions.....	52
<b>5</b>	<b>Annexes</b> .....	<b>54</b>

## Liste des graphiques

Graphique 1-1 :	Indicateur de sentiment économique dans l'Union européenne et en Belgique .....	10
Graphique 1-2 :	Taux de croissance du PIB belge (cumulé) .....	12
Graphique 1-3 :	Contributions à la croissance du PIB réel belge .....	13
Graphique 2-1 :	La confiance des consommateurs en Belgique et en zone Euro .....	16
Graphique 2-2 :	Dépense de consommation finale des ménages .....	17
Graphique 2-3 :	Epargne brute .....	18
Graphique 2-4 :	Revenu disponible réel .....	18
Graphique 3-1 :	Courbe de conjoncture dans l'économie globale et dans le commerce et niveau moyen (janvier 2008- novembre 2014) .....	20
Graphique 3-2 :	Courbes de conjoncture dans les biens courants de consommation .....	21
Graphique 3-3 :	Courbes de conjoncture dans les biens non courants de consommation .....	22
Graphique 3-4 :	Chiffre d'affaires dans le commerce (en millions d'euros) .....	23
Graphique 3-5 :	Investissements dans le commerce (en millions d'euros) .....	26
Graphique 3-6 :	Nombre de postes de travail dans le commerce .....	29
Graphique 3-7 :	Chômage temporaire dans le commerce .....	31
Graphique 3-8 :	Créations et radiations d'entreprises dans le secteur 45 .....	32
Graphique 3-9 :	Créations et radiations d'entreprises dans le secteur 46 .....	33
Graphique 3-10 :	Créations et radiations d'entreprises dans le secteur 47 .....	34
Graphique 3-11 :	Faillites et pertes d'emploi dans le secteur 45 .....	35
Graphique 3-12 :	Faillites et pertes d'emploi dans le secteur 46 .....	36
Graphique 3-13 :	Faillites et pertes d'emploi dans le secteur 47 .....	36
Graphique 4-1 :	Chiffre d'affaires du commerce de détail à prix courants et constants - Indice brut (2010 = 100) .....	41
Graphique 4-2 :	Chiffre d'affaires à prix courants dans diverses branches du commerce de détail .....	42
Graphique 4-3 :	Chiffre d'affaires à prix constants dans diverses branches du commerce de détail .....	42
Graphique 4-4 :	Chiffre d'affaires à prix courants dans les carburants et divers .....	44
Graphique 4-5 :	Chiffre d'affaires à prix constants dans les carburants et divers .....	44
Graphique 4-6 :	Evolution des prix des produits alimentaires et des produits industriels non énergétiques (Indice 2005=100) .....	46
Graphique 4-7 :	Achats en ligne (population de 16 à 74 ans) (2014) .....	47
Graphique 4-8 :	Utilisation du commerce électronique dans les PME en 2014 (en % des entreprises) .....	50

## Liste des tableaux

Tableau 1-1 : Taux de croissance du PIB et révisions (projection hiver 2015) .....	8
Tableau 1-2 : Taux de croissance du PIB (projection hiver 2015) .....	11
Tableau 1-3 : Les prévisions de croissance en 2015 pour la Belgique par l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) .....	14
Tableau 3-1 : Total du chiffre d'affaires.....	23
Tableau 3-2 : Total des investissements.....	27
Tableau 3-3 : Nombre de postes de travail dans le commerce.....	29
Tableau 3-4 : Evolution des principaux indicateurs économiques dans le commerce.....	40
Tableau 4-1 : Achats de voitures neuves et d'occasion .....	45
Tableau 4-2 : Variations des prix des produits alimentaires et des biens industriels non énergétiques (variation annuelle en pourcentage, sauf mention contraire) .....	47
Tableau 4-3 : Achats en ligne au cours de l'année écoulée (en % de la population entre 16 et 74 ans).....	48
Tableau 4-4 : Achats en ligne selon l'origine.....	48
Tableau 4-5 : Achats en ligne par catégorie de produits.....	49
Tableau 4-6 : Chiffre d'affaires provenant du commerce électronique.....	51
Tableau 4-7 : Obstacles à la vente en ligne .....	51
Tableau 5-1 : Chiffre d'affaires selon les données TVA .....	54
Tableau 5-2 : Investissements selon les données TVA .....	55
Tableau 5-3 : Nomenclature.....	56

## Executive summary

L'amélioration des perspectives économiques en Europe depuis l'automne dernier, est surtout liée à la croissance économique vigoureuse aux Etats-Unis (3,5% en 2015), à l'assouplissement quantitatif mis en place par la BCE et à la baisse des cours du pétrole. Néanmoins, outre les risques géopolitiques, les retombées politiques et économiques liées à la crise grecque continuent de constituer une menace à la poursuite de la reprise économique en Europe.

La croissance économique en Belgique s'est élevée à 1% en 2014, et devrait légèrement s'accélérer. La Commission Européenne (CE) prévoit en effet une croissance du PIB en Belgique de 1,1% en 2015 contre 1,3% pour la zone euro et de 1,4% en 2016 contre 1,9% pour la zone euro.

Les prévisions de croissance apparaissent moins favorables pour la Belgique que pour la zone euro mais la demande intérieure devrait bénéficier du regain de confiance des consommateurs enregistré récemment en Europe comme en Belgique (notamment dans les secteurs des services). De plus, en libérant du pouvoir d'achat, la baisse des cours du pétrole stimule la consommation intérieure. Ce qui est une bonne nouvelle pour les secteurs du commerce et de l'alimentation.

### Le secteur du commerce

Toutefois, le climat de confiance des chefs d'entreprise mesuré par la courbe de conjoncture lissée du commerce évolue sous sa moyenne de la période 2008-2014, mais les données brutes de ces derniers mois laissent présager une remontée dans l'ensemble des secteurs.

Après les difficultés de 2012, le secteur de la vente et réparation de véhicules reprend des couleurs, avec une croissance soutenue du chiffre d'affaires et de l'investissement. Néanmoins, au cours du troisième trimestre de 2014, 687 emplois ont été perdus comparé à la période correspondante de 2013

Dans le commerce de gros, les indicateurs sont baissiers : le chiffre d'affaires a reflué au cours des deux dernières années, les investissements ont reculé et des pertes d'emploi ont été enregistrées. Le secteur compte 4189 entreprises de moins en 2014 par rapport à 2008, l'emploi dans le secteur a diminué pour la troisième année consécutive. Les mauvaises performances du commerce de gros en terme de chiffre d'affaires pour 2014 tiennent surtout à la baisse des prix, dans les fruits et légumes du fait de l'embargo Russe, ainsi que dans les produits pétroliers et la viande. Cette baisse des prix a engendré une baisse du chiffre d'affaires en euros courants.

Le rythme de croissance annuel du chiffre d'affaires du secteur commerce de détail s'est stabilisé à 1,4% en 2014, ce qui correspond à des ventes pour un montant de 91,3 milliards d'euros. Il s'agit toutefois d'une progression moins significative en comparaison aux variations relevées entre 2009 et 2012. La croissance du commerce de détail est surtout tirée par le commerce de détail non spécialisé à prédominance alimentaire qui représente presque la moitié du secteur. Notons que cette croissance va de pair depuis plusieurs années avec la perte de parts marchés pour le commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé.



Le secteur de la distribution connaît une importante mutation du fait de l'intrusion grandissante de l'e-commerce dans nos habitudes de consommation. Cependant, tous les secteurs ne sont pas égaux face au phénomène ; certains secteurs comme l'électronique qui se caractérise par des produits chers et standardisés, ou la vente de livres, musiques, vidéos, journaux qui se consomment de plus en plus sous forme dématérialisée, sont particulièrement touchés par le phénomène avec des importantes pertes de chiffre d'affaires et d'emplois. D'autres acteurs comme par exemple le commerce de détail non spécialisé à prédominance alimentaire sont moins touchés par le phénomène.

Ce développement de l'e-commerce est d'autant plus préoccupant qu'une part importante d'acheteurs en ligne en Belgique font leurs achats sur des sites étrangers (67% contre 36% en moyenne pour l'UE ou 22% pour la Hollande) au détriment des entreprises belges actives ou non dans les canaux de vente de l'E-commerce. Cette fuite du chiffre d'affaires à l'étranger engendre donc des pertes d'emplois pour le pays.

L'e-commerce peut cependant être un atout en permettant à certains distributeurs de renforcer et de diversifier leurs canaux de ventes. Du fait des économies d'échelles, le recours à ces nouveaux canaux de distribution pourrait davantage profiter aux grands distributeurs.

Si l'investissement a augmenté dans le commerce de détail dans son ensemble, les seuls sous secteurs qui affichent une croissance robuste de l'investissement depuis 2008 sont le secteur « Commerce de détail en magasins non spécialisés » (+38%), soit essentiellement les grosses chaînes de supermarché et le secteur « Commerce de détail hors magasins, éventaires et marchés ». Tous les autres sous-secteurs enregistrent une stabilisation des investissements ou un recul sur cet horizon (-44% pour l'électro, -36% pour le secteur commerce de détail de biens culturels et de loisirs et, -8% pour les magasins alimentaires spécialisés). L'e-commerce n'impacterait donc pas seulement l'emploi et le chiffre d'affaires de certains secteurs comme l'électro et le commerce de bien culturel, mais aussi les investissements. Toutefois, une analyse plus approfondie de ces retombées potentielles mériterait d'être réalisée.

## Que réserve le futur ?

En dépit des mauvaises performances du commerce de gros, les perspectives du secteur de la distribution sont modérément positives, en particulier grâce à une croissance assez stable du commerce de détail et également, depuis peu, du commerce automobile. La croissance du commerce de détail est principalement stimulée par le commerce de détail non spécialisé. Les perspectives restent toutefois incertaines pour le commerce de détail, en raison notamment de la vive concurrence étrangère en matière de commerce électronique.

## 1 Conjoncture générale

Les prévisions économiques de février 2015 de la Commission européenne (CE) pour l'année 2015 sont plus optimistes que celles de l'automne 2014 en ce qui concerne les pays développés. C'est surtout l'Europe qui voit ses prévisions de croissance du PIB augmenter, celles-ci restent néanmoins bien inférieures aux prévisions de croissance des Etats-Unis.

Par contre, les prévisions de croissance de l'activité mondiale sont revues à la baisse. En effet, la CE table toujours sur une croissance du PIB mondial de 3,3% en 2014, mais qui se limiterait à 3,6% en 2015 contre 3,8% en automne dernier. Cette révision à la baisse de l'expansion mondiale peut être attribuée au ralentissement de l'activité dans les économies émergentes en Asie, en Afrique du Nord et en Amérique latine.

Sur l'horizon de prévision, les États-Unis devraient demeurer le meilleur élève parmi les grandes économies développées avec une croissance du PIB de 3,5% en 2015 qui retomberait à 3,2% en 2016. En Europe, la croissance serait moins élevée mais poursuivrait son embellie pour passer à 1,7% en 2015 et 2,1% en 2016. La croissance au Japon devrait se stabiliser à 1,3%.

Tableau 1-1 : Taux de croissance du PIB et révisions (projection hiver 2015)

	2013	2014	2015	2016		2014	2015	2016
<b>Zone euro</b>	-0,5%	0,8%	1,3%	1,9%	<b>Zone euro</b>	=	↑	↑
<b>UE</b>	0,0%	1,3%	1,7%	2,1%	<b>UE</b>	=	↑	↑
<b>Etats-unis</b>	2,2%	2,4%	3,5%	3,2%	<b>Etats-unis</b>	↑	↑	=
<b>Japon</b>	1,6%	0,4%	1,3%	1,3%	<b>Japon</b>	↓	↑	↑
<b>Chine</b>	7,6%	7,4%	7,1%	6,9%	<b>Chine</b>	↑	=	=
<b>Monde</b>	3,3%	3,3%	3,6%	4,0%	<b>Monde</b>	=	↓	↓

Source : European Economic Forecast autumn 2014 & winter 2015

Avec des rythmes de croissance de 0,8% en 2014, 1,3% en 2015 et 1,9% en 2016, la zone euro continue à afficher de moins bonnes performances que l'UE en raison notamment d'un plus grand dynamisme des économies de l'Europe de l'Est lié au phénomène de rattrapage. Pour la première fois depuis la crise, tous les pays européens devraient afficher une croissance positive en 2015.

### Plusieurs éléments expliquent l'embellie sur le front Européen

L'assouplissement quantitatif annoncé par la BCE en février dernier, qui a pour objectif de relancer l'inflation et l'activité économique dans la zone euro en allégeant les bilans de banques commerciales, devrait engendrer une diminution du coût du crédit, favorisant ainsi l'investissement et la consommation, et une dépréciation du taux de change. La dépréciation du taux de change devrait permettre de relancer la croissance de la Zone euro par les exportations.

La baisse des cours du pétrole, qui a permis de diminuer les coûts des entreprises et de libérer du budget pour les ménages agit favorablement sur la consommation privée. Il importe également de relever, la croissance aux Etats-Unis (surtout tirée par la consommation privée) première destination des exportations européennes, qui joue encore le rôle de moteur de l'économie mondiale.

Les politiques de consolidation budgétaire arrivent à leur terme, favorisant ainsi la demande intérieure. D'après la Commission européenne, le plan d'investissement qu'elle a prévu devrait aussi contribuer à cette embellie mais ses effets devraient surtout se faire sentir à partir de 2016 d'après elle.

## Mais certains risques demeurent

Outre les risques géopolitiques liés à la crise Ukrainienne, au vide de pouvoir sur le territoire Libyen, et aux tensions dans le Moyen-Orient, les retombées politiques et économiques liées à la crise grecque continuent de constituer une menace à la poursuite de la reprise économique en Europe.

En ce qui concerne la relance de la croissance en Zone euro par les exportations, il convient de souligner que la Zone Euro dans son ensemble affiche une balance commerciale largement excédentaire tandis que les Etats-Unis et le Royaume Uni qui représentent les principaux destinataires de ses exportations affichent des soldes commerciaux largement déficitaires. La baisse de l'Euro pourrait donc renforcer ces déséquilibres, lesquels sont aussi accentués par l'activisme des Banques centrales asiatiques qui cherchent à déprécier leur monnaie vis-à-vis du dollar pour relancer leurs exportations qui souffrent d'un manque de débouchés. Entre assouplissement quantitatif au Japon et en Europe, activisme des Banques centrales en Asie, déséquilibres commerciaux et recherche de débouchés, des politiques de taux de changes agressives pourraient créer des incertitudes sur le marché des changes et nuire au commerce international.

Pour que l'assouplissement monétaire soit efficace, il faut, d'une part, que les banques commerciales soient disposées à réinjecter des liquidités dans l'économie réelle et, d'autre part, que la demande de crédit suive. L'assouplissement quantitatif seul pourrait ainsi ne pas être suffisant à relancer l'activité économique. A ce titre, la confiance des consommateurs et des entreprises revêt un caractère important.

L'assouplissement quantitatif incite les investisseurs à se tourner vers des investissements risqués, cet afflux de liquidités sur les marchés des actions crée des bulles, ce qui à terme pourrait déboucher sur une nouvelle crise financière.

### Assouplissement quantitatif : l'expérience japonaise

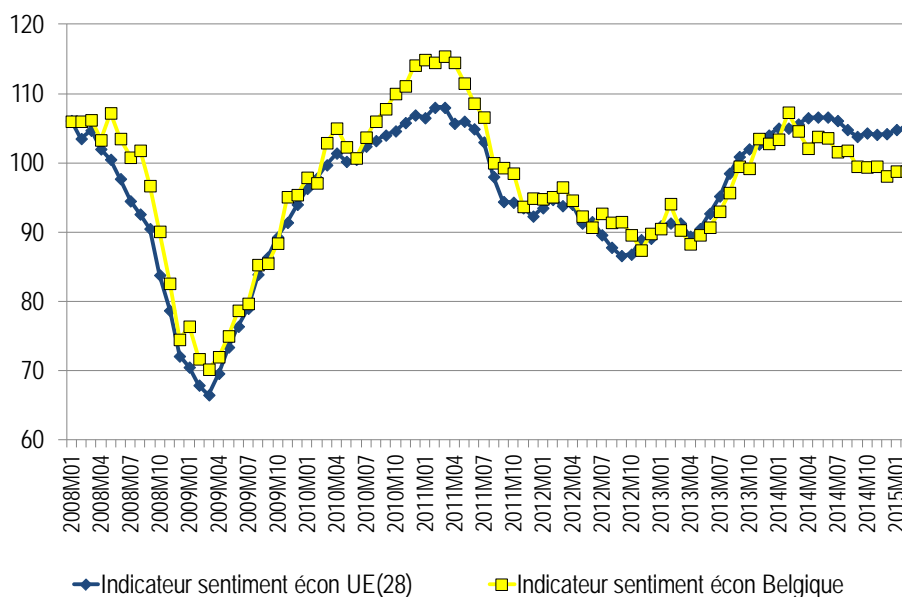
L'inflation permet aux gouvernements et aux entreprises de diminuer le poids des dettes par rapport aux revenus futurs. La déflation qu'a vécu le Japon au cours de la décennie 2000-2010 est en partie responsable du dérapage du ratio de sa dette publique par rapport au PIB nominal. L'assouplissement quantitatif pratiqué par le Japon entre 2001 et 2005 n'a pas permis au pays de sortir de la déflation. Seul l'assouplissement quantitatif couplé à une impulsion budgétaire importante (Abenomics) entre 2012 et 2015 a ramené l'inflation en terrain positif, mais celle-ci demeure faible. Malgré ces mesures, les prévisions de croissance de l'économie japonaise ont été revues nettement à la baisse, 0,4% pour 2014 contre 1,1% prévu initialement.

Dans l'ensemble même, si l'embellie semble se confirmer, le niveau de chômage n'est pas près d'atteindre son niveau d'avant crise et beaucoup d'incertitudes entourent les perspectives économiques en Europe et dans le monde. L'évolution de la politique monétaire des Etats-Unis aura des conséquences importantes sur l'économie mondiale.

### **1.1 Le sentiment économique en Belgique et en Europe**

Il ressort des enquêtes réalisées par la CE que la confiance économique européenne (indicateur de sentiment économique) a légèrement progressé dans l'UE depuis le précédent rapport de conjoncture publié en novembre 2014. En ce qui concerne la Belgique, mis à part une légère amélioration en janvier 2015, l'indicateur n'a cessé de baisser après avoir atteint un niveau plafond en février 2014.

Graphique 1-1 : Indicateur de sentiment économique dans l'Union européenne et en Belgique



Source : Eurostat

La confiance économique a évolué plus favorablement dans l'UE qu'en Belgique. L'amélioration de ces derniers mois résulte surtout de la contribution positive de l'indice de confiance des consommateurs, en Europe comme en Belgique, ceux-ci sont moins pessimistes en ce qui concerne l'évolution du marché de l'emploi et du climat économique dans son ensemble.

La confiance dans le secteur des services reste stable en Europe. En Belgique, après avoir fortement augmenté au cours du dernier trimestre de 2014, la confiance dans les services a chuté au début de 2015. L'industrie enregistre une légère amélioration en Europe tandis que la confiance se stabilise dans le secteur de la construction. Pour ce qui est de la Belgique, le sentiment de confiance dans l'industrie et la construction a baissé au cours des deux premiers mois de 2015 pour remonter en mars. Au niveau du commerce de détail, la confiance a baissé sur le dernier trimestre de 2014 en Europe et essentiellement en Belgique. La confiance se redresse néanmoins dans le secteur depuis le début de l'année 2015.

La CE s'attend à un léger et lent recul du chômage qui devrait atteindre en Zone euro 11,2% en 2015 puis 10,6% en 2016 contre 11,6% en 2014, celui-ci restant toutefois bien plus élevé qu'avant la crise, 7,5% en 2007.

La politique monétaire de la BCE conjuguée au raffermissement de la demande domestique devrait susciter une augmentation de l'inflation. D'après les derniers calculs d'Eurostat, l'inflation au cours de l'année écoulée aurait augmenté en Zone euro pour passer de -0,6% observé en janvier 2015 à -0,1% pour mars 2015. Les plus fortes contributions à la hausse sur le taux d'inflation sont liées à l'augmentation des prix dans les restaurants et cafés, l'augmentation des loyers et du prix du tabac tandis que les principales contributions à la baisse sont les carburants pour le transport et les combustibles liquides. Il faut noter qu'il existe de fortes disparités entre pays de la Zone euro, de -1,9% pour la Grèce à 0,9% pour l'Autriche.

## 1.2 La Belgique et les pays voisins

Dans son analyse par pays, la CE prévoit une croissance du PIB en Belgique de 1,1% en 2015 et de 1,4% en 2016. A court terme, la consommation privée bénéficierait de la baisse des prix du pétrole et les mesures favorisant la compétitivité devraient permettre aux entreprises de bénéficier de la croissance de la demande extérieure.

Tableau 1-2 : Taux de croissance du PIB (projection hiver 2015)

	2013	2014	2015	2016		2014	2015	2016
<b>Zone euro</b>	-0,5%	0,8%	1,3%	1,9%	<b>Zone euro</b>	=	↑	↑
<b>Belgique</b>	0,3%	1,0%	1,1%	1,4%	<b>Belgique</b>	↑	↑	↑
<b>Allemagne</b>	0,1%	1,5%	1,5%	2,0%	<b>Allemagne</b>	↑	↑	↑
<b>France</b>	0,3%	0,4%	1,0%	1,8%	<b>France</b>	↑	↑	↑
<b>Pays-Bas</b>	-0,7%	0,7%	1,4%	1,7%	<b>Pays-Bas</b>	↓	=	=

Source : European Economic Forecast autumn 2014 & winter 2015

Mis à part aux Pays-Bas, les projections de croissance ont été revues à la hausse dans les pays voisins. Pour la plupart des économies, l'accélération de la croissance trouverait son origine dans la croissance de la consommation privée.

Le PIB allemand progresserait de 1,5% en 2014 et 2015. La croissance allemande a été soutenue essentiellement par la demande intérieure. Avec un marché du travail robuste, 5% de chômage, les augmentations salariales obtenues dans le secteur de la métallurgie (un secteur pro cyclique) constituent une bonne nouvelle pour la croissance allemande à court terme, mais aussi pour les débouchés des autres pays européens. Le solde budgétaire de l'Allemagne devrait rester en surplus jusqu'en 2016. Si les autres secteurs en Allemagne suivent l'exemple de la métallurgie, l'écart salarial avec la Belgique devrait se réduire.

Les prévisions de croissance en France sont les plus faibles des quatre pays (BE, DE, FR, NL). La consommation privée est aujourd'hui le principal moteur de cette croissance. D'après la Commission européenne, la France, malgré la croissance de la demande extérieure, ne devrait pas voir son déficit commercial diminuer significativement. Le déficit budgétaire devrait atteindre 4,3% du PIB en 2014 avant de baisser à 4,1% en 2015 et 2016. Les mesures visant à améliorer la compétitivité du pays ne devraient pas avoir d'effets significatifs à court terme sur le taux de chômage qui est à 10,3% en 2014 et remonterait à 10,4% en 2015 pour diminuer ensuite à 10,2% en 2016.

L'économie hollandaise a recommencé à croître en 2014 pour atteindre 0,7%, grâce notamment à la contribution des exportations nettes et au redressement de la consommation intérieure. La CE prévoit que la Hollande devrait continuer à se redresser pour atteindre une croissance du PIB de 1,4% en 2015 et 1,7% en 2016. La baisse dans les prévisions de croissance pour 2014 pourrait être entre autres attribuée à une météo exceptionnellement clémente sur le dernier trimestre de l'année à l'origine d'une diminution de la consommation de gaz au Pays-Bas.

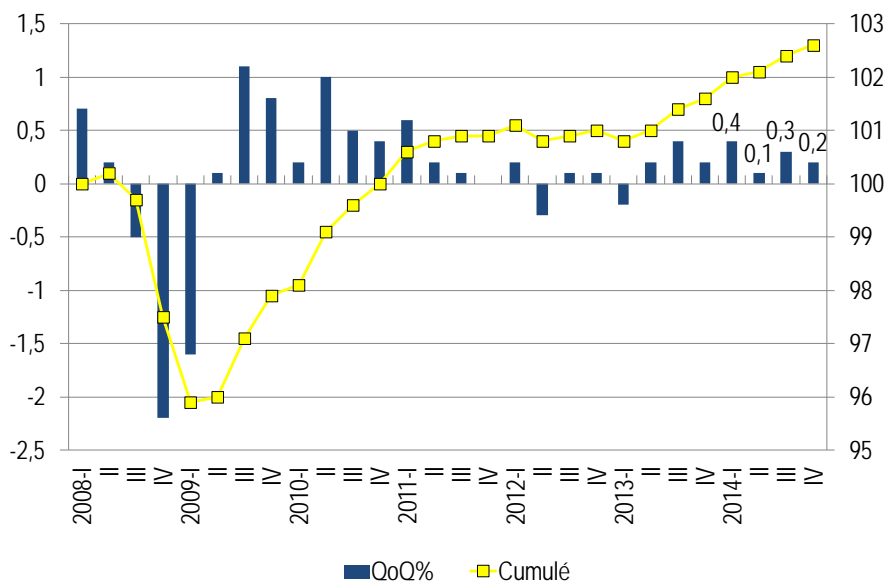
### 1.3 Composantes de la croissance belge

Il ressort du graphique ci-dessous que la croissance du PIB belge réel, entamée à partir du deuxième trimestre de 2013, s'est poursuivie au cours des quatre trimestres suivants et a atteint 0,2% au quatrième trimestre 2014. La courbe en jaune montre l'évolution du PIB en base 100 avec le premier trimestre 2008 comme référence (=100). Le PIB se situe fin 2014 à 2,4% au-dessus de son niveau maximum d'avant crise, atteint au deuxième trimestre 2008.

La Commission européenne, prévoit une augmentation de l'emploi dans le secteur privé en 2015 qui devrait être en partie contrebalancée par la baisse de l'emploi dans le secteur public. Le chômage, après avoir atteint un maximum de 8,5% en 2014 devrait retomber à 8,3% en 2015 et 8,1% en 2016.

Sur le plan budgétaire, le déficit a atteint 3,2% du PIB en 2014 et devrait baisser à 2,6% en 2015 grâce aux mesures de consolidation budgétaire.

Graphique 1-2 : Taux de croissance du PIB belge (cumulé)



Source : Banque nationale de Belgique (ICN)

Graphique 1-3 : Contributions à la croissance du PIB réel belge



Source : Banque nationale de Belgique (ICN)

### *L'investissement*

Sur l'ensemble de 2014, ce sont surtout les investissements qui ont contribué à la croissance du PIB. Ces investissements concernent principalement les investissements d'entreprises, avec une progression de 6,7% sur l'ensemble de l'année écoulée. Deux tiers de cette croissance de l'investissement est liée à des investissements ponctuels, l'achat d'une licence importante et l'acquisition de navires étrangers. Les investissements en logement, après une chute de 3,5% en 2013, ont renoué avec une croissance positive de 0,9% en 2014. Cette augmentation concerne surtout le dernier trimestre de 2014 au cours duquel les particuliers, en prévision de la réforme du bonus logement en Flandre, ont avancé leurs achats de biens immobiliers.

### *La consommation privée*

Avec une progression de 1% en 2014, la consommation privée impacte positivement la croissance économique. Cette augmentation est en partie due à la baisse des prix du pétrole. En raison des sauts d'index et des mesures de gels de salaires prises ces dernières années, la croissance de la consommation privée retomberait à 0,7% en 2016 d'après les prévisions de la Commission européenne.

### *Les dépenses publiques*

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont augmenté de 0,4% en 2014, contre 1,1% en 2013. Les dépenses de consommation finale des administrations publiques, représentant grosso modo un quart du PIB, la contribution à la croissance n'a été que de 0,1 point de pourcentage.

### *Les stocks*

Les stocks ont baissé pour la troisième année consécutive. Le niveau élevé du taux d'utilisation des capacités de production combiné aux ajustements de stocks (en baisse sur les 3 dernières années), pourrait indiquer des besoins d'investissements plus importants dans le futur.

### *La balance commerciale*

Les exportations nettes de biens et services affichent un solde positif pour la troisième année consécutive et contribuent en 2014 à hauteur de 0,4 point de pourcentage à la croissance du PIB. Le solde négatif observé au troisième trimestre est dû aux importations liées aux investissements réalisés à cette période (cf investissements). Sans ces investissements, la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB aurait été plus importante.

### *La valeur ajoutée par branche*

Dans l'optique de production, ce sont les services qui affichent la plus grosse contribution à la croissance du PIB avec une augmentation de la valeur ajoutée dans le secteur de 0,7%. La valeur ajoutée dans l'industrie est en croissance pour la première fois depuis 2010 et atteint 1,8% en 2014. Après une chute en 2013 de 1,3%, la valeur ajoutée du secteur de la construction a augmenté pour afficher une croissance de 3,2% en 2014.

Tableau 1-3 : Les prévisions de croissance en 2015 pour la Belgique par l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES)

	2012	2013	2014	2015
Consommation privée	0,8%	0,3%	1,0%	1,5%
Dépenses publiques	1,4%	1,1%	0,4%	1,1%
Investissements	0,0%	-2,2%	4,8%	1,9%
Entreprises	-0,3%	-1,2%	6,7%	1,5%
Résidentiel	-0,5%	-3,5%	0,9%	2,1%
Administrations	3,4%	-5,4%	0,6%	3,5%
<b>Demande intérieure hors stocks</b>	<b>0,8%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,5%</b>
Variation des stocks	-0,8%	-0,7%	-1,0%	0,1%
<b>Demande intérieure totale</b>	<b>0,0%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Exportations</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,3%</b>	<b>2,0%</b>
<b>Importations</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,7%</b>	<b>2,9%</b>	<b>2,4%</b>
<b>PIB</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,3%</b>

Source : IRES

Le revenu disponible réel des ménages ne devrait pas beaucoup augmenter, mais contrairement à la Commission européenne, l'IRES prévoit une croissance plus importante de la consommation en 2015. Cette croissance serait liée à l'augmentation de la confiance des consommateurs qui les inciterait à diminuer leur taux d'épargne et ainsi augmenter leur consommation.

Malgré la poursuite des efforts d'assainissement budgétaire nécessaire afin de respecter l'application du Pacte Européen de stabilité, les dépenses publiques devraient augmenter de 1,1%.

En 2015, l'investissement des entreprises devrait afficher une croissance plus faible en raison notamment du caractère ponctuel des investissements en 2014. Cependant, du fait de taux d'utilisation des capacités élevés, des prévisions de croissance de la demande extérieure et de la contribution négative des stocks ces trois dernières années, l'investissement devrait croître de façon plus soutenue en 2016.

Malgré la réforme du bonus logement, l'IRES prévoit une augmentation de l'investissement dans le résidentiel de 2,1%. Les investissements publics augmenteraient le plus en 2015 (+3,5%).



La demande intérieure totale hors stocks devrait être plus faible qu'en 2014, du fait de la baisse des investissements dans les entreprises. Mais l'augmentation des stocks prévue en 2015, après 3 ans de baisse, résulte en une croissance de la demande intérieure totale plus importante en 2015.

L'Ires prévoit une croissance des importations plus importante que les exportations, ce qui implique une plus faible contribution des exportations nettes à la croissance du PIB. Cette croissance des importations résulte de l'augmentation de la consommation privée.

La croissance du PIB devrait atteindre 1,3% en 2015, ce qui contraste avec les prévisions de croissance de la Commission européenne, 1,1%. Cet écart s'explique essentiellement par la croissance plus soutenue de la consommation privée retenue par l'Ires, celle-ci étant le plus gros « levier », car elle représente plus de 50% du PIB.

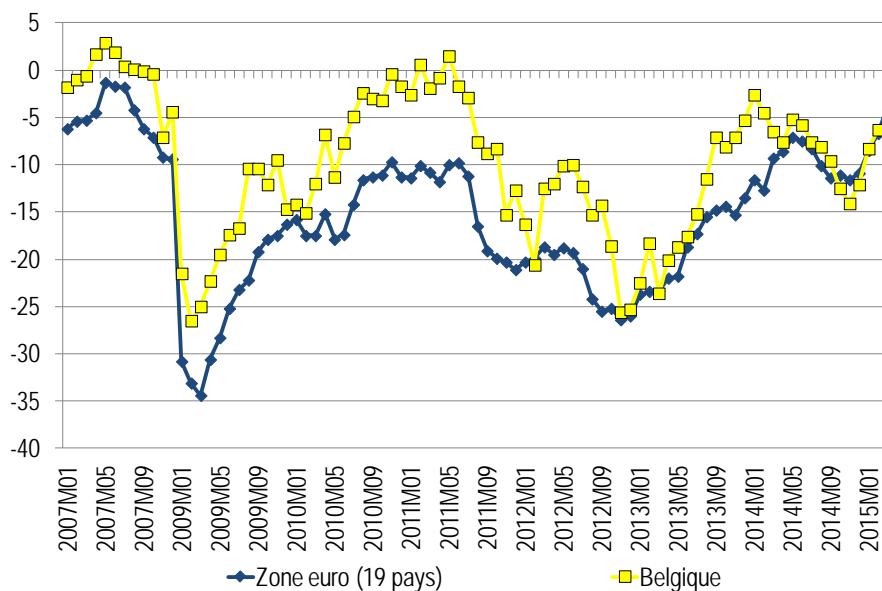
## 2 La consommation

### 2.1 La confiance des consommateurs

Les enquêtes réalisées par la CE montrent que la confiance des consommateurs a progressé depuis le quatrième trimestre de 2014 en Belgique et en Europe.

La courbe de confiance des consommateurs en Belgique est passée sous celle de la zone Euro au dernier trimestre de 2014, alors que sur le reste de la période la confiance en Belgique a été plus forte que celle de la zone Euro. Cette progression plus importante de la Zone Euro trouve son origine dans le raffermissement de la confiance dans les pays du sud de la Zone Euro même si elle demeure encore à des niveaux faibles. Il faut noter les fortes disparités du profil d'évolution de la confiance des consommateurs au sein des différentes économies de la zone Euro.

Graphique 2-1 : La confiance des consommateurs en Belgique et en zone Euro



Source : Eurostat

### 2.2 Dépense de consommation finale des ménages, revenu disponible et taux d'épargne

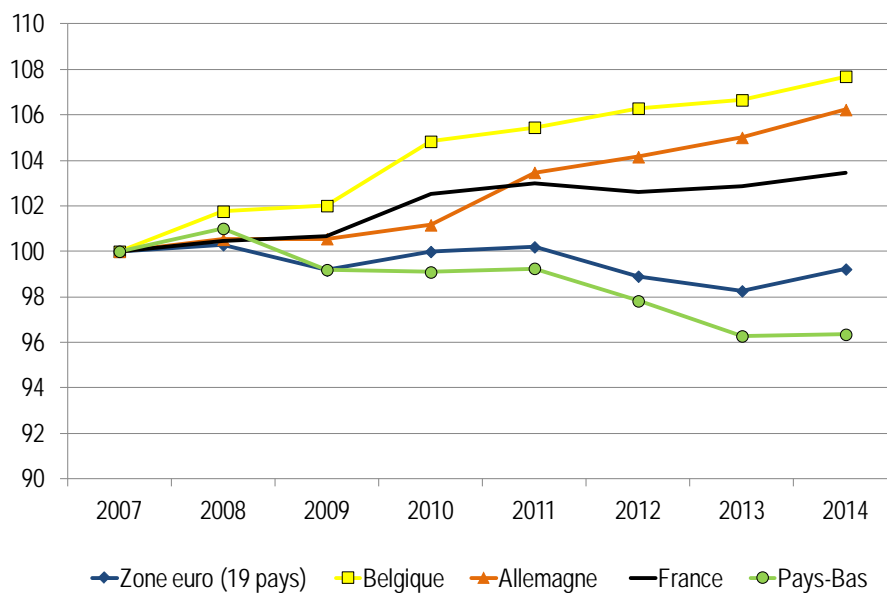
C'est en Belgique que les dépenses de consommation finale ont le plus progressé, +7,7% sur la période 2007-2014. En revanche, la Hollande a vu sa consommation finale des ménages plonger de plus de 3,6% sur cette même période. Ces divergences dans l'évolution de la consommation finale des ménages doivent aussi être analysées en considérant les évolutions démographiques. La démographie a le plus progressé en Belgique, +5,9% sur l'ensemble de la période (2007-2014), contre +2,9% en Hollande ou +3,5% pour la France. L'Allemagne ayant vu sa population diminuer de 1,9% sur cette même période, enregistre l'augmentation de la consommation privée par tête la plus significative.

Le revenu disponible réel des particuliers a connu une substantielle progression au plus fort de la crise en 2009 sous l'effet de l'indexation qui a eu lieu fin 2008 et de l'inflation négative enregistrée en 2009. Malgré cette progression du revenu disponible réel, la consommation n'a que faiblement progressé au cours de 2009 du fait de la crise qui a altéré la confiance des consommateurs. Cette baisse de la confiance alors même que le revenu disponible réel progressait, a engendré un sursaut du taux d'épargne qui est passé de 16,9% en 2008 à 18,4% en 2009.

Après 2009, le revenu disponible réel a chuté pendant 4 années consécutives. Afin de maintenir leur niveau de consommation, les belges ont diminué leur épargne. Cette baisse de l'épargne a été plus forte en Belgique que chez nos voisins. Les variations dans le taux d'épargne permettent de conserver cette croissance constante des dépenses de consommation finale des ménages.

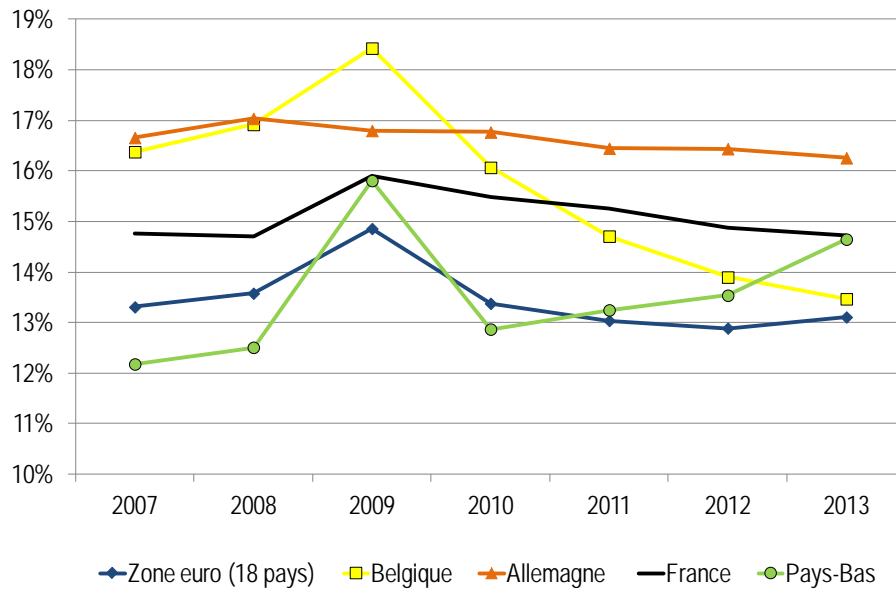
La progression du revenu disponible réel en 2014, +1,5% résulte en partie de la baisse des cours du pétrole. Le Bureau fédéral du Plan prévoyait en février 2015, une croissance légèrement plus faible du revenu disponible réel pour l'année 2015, +1,4%.

Graphique 2-2 : Dépense de consommation finale des ménages



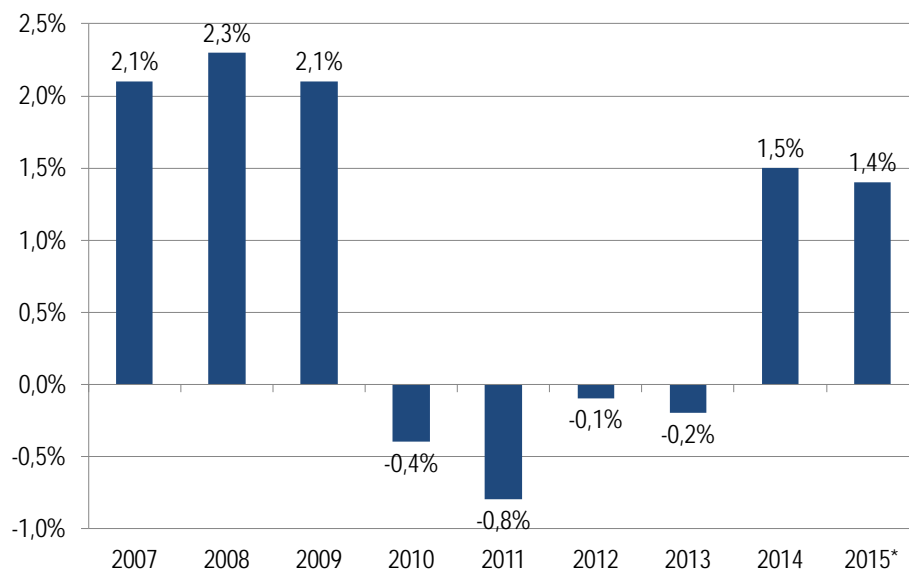
Source : Eurostat

Graphique 2-3 : Epargne brute



Source : Eurostat

Graphique 2-4 : Revenu disponible réel



Source : BFP

### 3 Conjoncture dans le commerce

#### 3.1 Courbe de conjoncture dans le commerce

La courbe de conjoncture lissée dans le secteur du commerce représentée dans le graphique 3-1 couvre la période 2008, dès l'amorce de la crise économique et financière, à novembre 2014 et a été complétée par les données brutes pour les 4 mois suivants.

Au cours de la période juin 2013 - mars 2014, la courbe lissée de conjoncture s'est orientée à la hausse de manière ininterrompue avant de s'infléchir en avril 2014 pour s'établir en août 2014 en dessous de sa moyenne (calculée comme la moyenne des données lissées entre janvier 2008 et novembre 2014). La détérioration de la confiance des entrepreneurs dans le commerce contraste avec le climat de confiance de l'économie globale qui s'est stabilisé à un niveau supérieur à la moyenne à l'inverse de la courbe du commerce qui semble plus sensible aux évolutions conjoncturelles. En effet, mis à part en 2009 (il apparaît un seuil en deçà duquel les besoins courants et essentiels des ménages doivent être couverts), la courbe de confiance du commerce a réagi plus rapidement à la conjoncture (à la hausse ou à la baisse) que la courbe globale<sup>1</sup>.

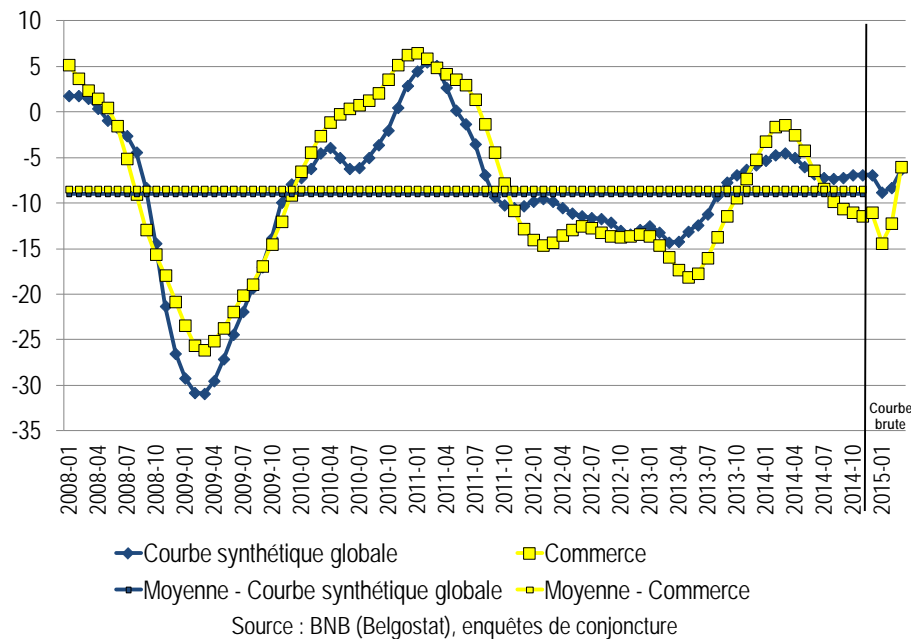
La dégradation du climat de confiance enregistrée dans le commerce depuis avril 2014 s'explique par les prévisions baissières entourant tant la demande que les commandes.

Les dernières données brutes (décembre 2014 à mars 2015) indiquent cependant une nette amélioration du sentiment en février et en mars 2015 tant pour les prévisions liées à la demande qu'au niveau des commandes. A contrario, les prévisions relatives à l'emploi continuent de s'orienter légèrement à la baisse en fin de période.

---

<sup>1</sup> Avec une pondération de 5%, l'influence de la courbe du « Commerce » sur la courbe synthétique globale est très limitée.

Graphique 3-1 : Courbe de conjoncture dans l'économie globale et dans le commerce<sup>2</sup> et niveau moyen (janvier 2008- novembre 2014)

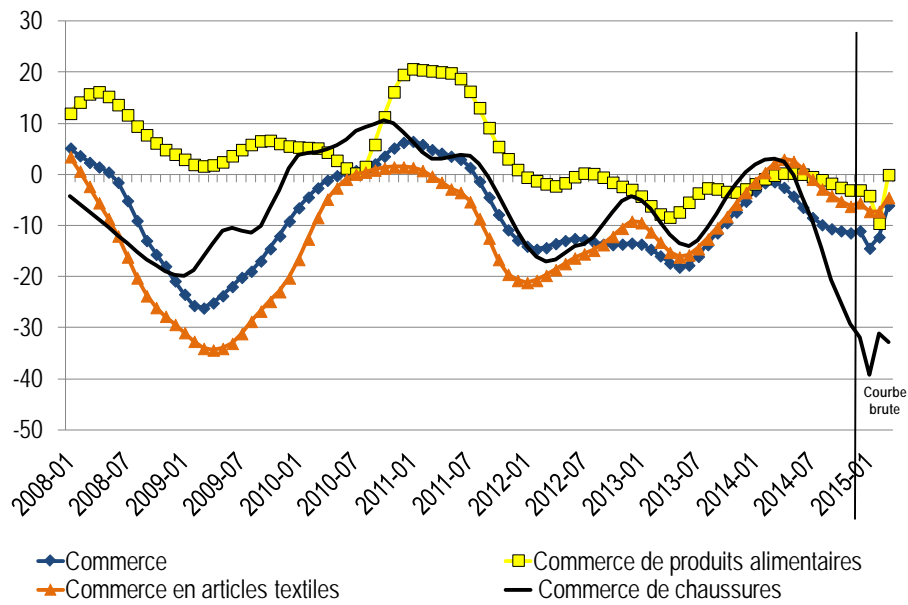


La désagrégation par sous-secteur<sup>3</sup> montre que le climat des affaires s'est dégradé dans l'ensemble des branches d'activité du commerce depuis le second trimestre de 2014 mais de manière moins prononcée dans le « commerce des produits alimentaires ». Le récent déclin de la confiance est peu prononcé dans le « commerce en articles textiles » mais particulièrement marqué dans le « commerce de chaussures » où elle chute fortement.

<sup>2</sup> Il s'agit de produits présents dans les codes NACE : 45, 46 et 47

<sup>3</sup> Pour faciliter l'observation, les sous-secteurs « commerce des produits alimentaires », « commerce de chaussures » et « commerce en articles textiles » ont été regroupés et nommés « biens courants de consommation » tandis que les sous-secteurs « commerce d'appareils électriques et électroniques », « commerce de meubles » et « distribution de véhicules neufs » ont été dénommés « biens non courants de consommation ».

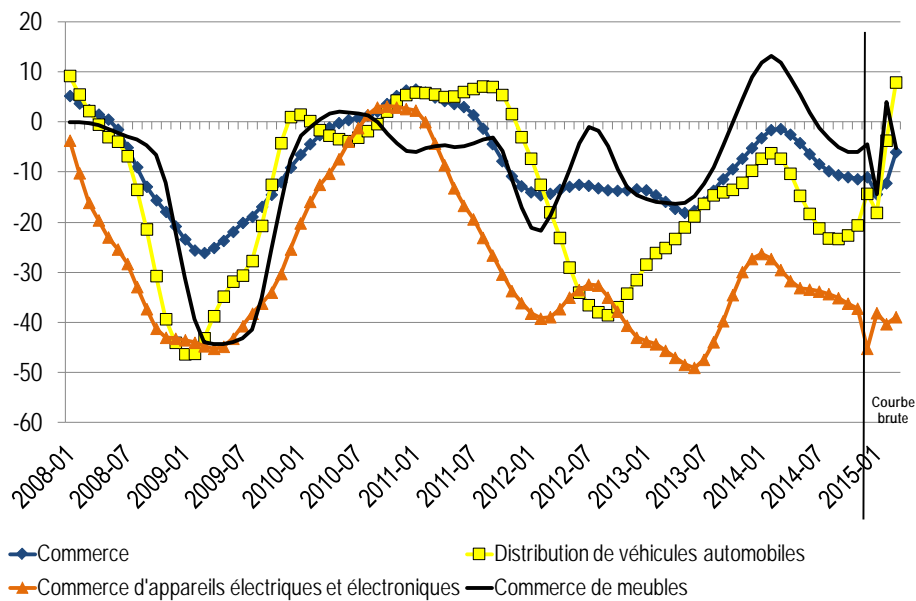
Graphique 3-2 : Courbes de conjoncture dans les biens courants de consommation



Source: BNB (Belgostat), enquêtes de conjoncture

La courbe de sentiment lissée dans le commerce de meubles a suivi le même mouvement baissier que la courbe du commerce avec toutefois un recul de la confiance depuis avril 2014 moins marqué que dans les autres sous-secteurs de biens non courants de consommation. Après s'être fortement détériorée depuis 2010, la confiance dans le secteur du « commerce d'appareils électriques et électroniques » s'est installée à un niveau plus bas que dans les autres sous-secteurs, et ce malgré la remontée de fin 2013. La confiance dans la « distribution de véhicules neufs » est repartie à la hausse dès le mois d'octobre 2014. Ce retournement est confirmé par les données les plus récentes (courbes brutes) traduisant les effets du salon de l'Auto de janvier 2015.

Graphique 3-3 : Courbes de conjoncture dans les biens non courants de consommation



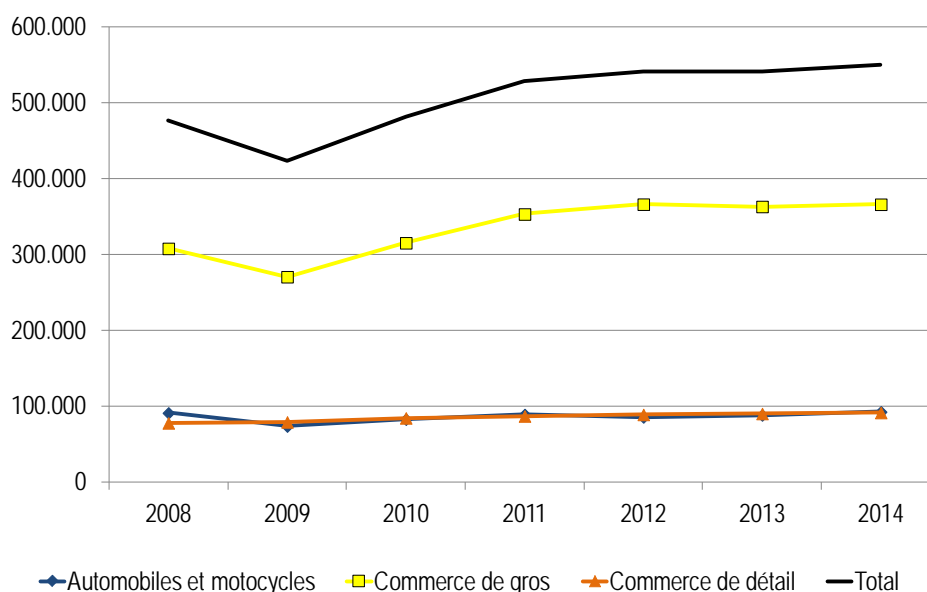
### 3.2 Chiffre d'affaires selon les données TVA

En 2014, le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des trois secteurs composant le « Commerce » s'est établi à 549 milliards d'euros, en hausse de 1,6% par rapport à l'année précédente, soit à un rythme moins soutenu que sur la période 2008-2014. Le taux de croissance cumulé depuis 2008 s'établit à 15,4% malgré une chute de 11,2% à un an d'écart en 2009 et une stabilisation (+0,1%) en 2013.

Depuis 2008, le chiffre d'affaires a principalement évolué à la hausse dans le commerce de gros (-18,9%) et de détail (+17,6%) tandis qu'il a fallu attendre 2014 pour retrouver le niveau de 2008 dans le commerce de véhicules (+1,6%).



Graphique 3-4 : Chiffre d'affaires dans le commerce (en millions d'euros)



Source : DG Statistique - Statistics Belgium, données provisoires

Tableau 3-1 : Total du chiffre d'affaires<sup>4</sup>

(€ millions, variations* en %)	Code NACE	Chiffre d'affaires							
		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2014/2008
Automobiles et motocycles	45	90.919	73.389	82.516	88.835	85.393	88.025	92.366	1,6%
T/T-1			-19,3%	12,4%	7,7%	-3,9%	3,1%	4,9%	
Commerce de gros	46	307.497	270.202	314.893	352.821	365.770	362.710	365.652	18,9%
T/T-1			-12,1%	16,5%	12,0%	3,7%	-0,8%	0,8%	
Commerce de détail	47	77.646	78.957	84.227	86.734	88.781	90.002	91.288	17,6%
T/T-1			1,7%	6,7%	3,0%	2,4%	1,4%	1,4%	
Total	45-47	476.062	422.548	481.635	528.390	539.944	540.736	549.306	15,4%
T/T-1			-11,2%	14,0%	9,7%	2,2%	0,1%	1,6%	

\*Exprimé en millions d'euros et en taux de croissance par rapport à l'année précédente  
Source : DG Statistique - Statistics Belgium, données provisoires

### Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (45)

Le secteur 45 « Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » a enregistré une nouvelle accélération de la croissance de son chiffre d'affaires sur un an en 2014 (+4,9% contre +3,1% en 2013) totalisant des ventes pour 92,4 milliards d'euros. Le secteur a connu des chutes de ventes de manière très marquée en 2009 (-19,3%) ou plus modérée en 2012 (-3,9%). Deux sous-secteurs composent principalement cette branche d'activité. Ainsi, le sous-secteur 45.1 « Commerce de véhicules », le plus influent en termes de poids, a réalisé une hausse de son chiffre d'affaires de 7,7% en 2014 (en nette accélération par rapport aux +1,7% enregistrés à 2013) tandis que le sous-secteur 45.3 « Commerce d'équipements automobiles » a affiché une baisse de 1,5% sur cette période (contre +8,7% en 2013). De moindre importance, le sous-secteur 45.2 « Entretien et réparation de véhicules automobiles » a également enregistré de moins bonnes performances en 2014 (-5,4% contre +2% en 2013).

<sup>4</sup> Une ventilation en Code NACE à 3 numéros est disponible en annexe

### *Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (46)*

Le secteur 46 « Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles » (appelé plus communément « Commerce de gros ») a réalisé une légère hausse de son chiffre d'affaires en 2014 (+0,8% sur un an contre -0,8% en 2013) pour s'établir à 365,7 milliards d'euros. Ce secteur avait affiché des rythmes de croissance soutenus en 2010 (+16,5%) et 2011 (+12%) notamment grâce aux résultats du principal sous-secteur, le 46.7 « Autres commerces de gros spécialisés » (plus particulièrement, le commerce de gros de combustible où la chute des prix des matières premières énergétiques s'est ressentie), et qui n'ont pu être reconduits en 2014 (+0,2%).

Le sous-secteur 46.4 « Commerce de gros de biens domestiques », second en ordre de poids, a connu une augmentation des ventes de 3,6% en 2014 à l'inverse de l'évolution en 2013 (-3,2%). L'évolution positive des ventes du 46.46 « Commerce de gros de produits pharmaceutiques » est principalement à l'origine de cette hausse (+3,9%).

Dans le troisième sous-secteur, à savoir le 46.3 « Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac », la croissance du chiffre d'affaires a été plus modeste en 2014 (+0,7% contre +5,7% en 2013), en partie suite au recul du revenu des ventes dans les sous-secteurs 46.31 « Commerce de gros de fruits et légumes » (-3,5% contre +12,6% en 2013, notamment en raison d'une baisse des prix des produits alimentaires non transformés) et 46.32 « Commerce de gros de viandes et de produits à base de viande »<sup>5</sup> (-8,6% contre -4,6% en 2013). Le recul dans ce sous-secteur s'explique par une baisse des prix de certaines viandes et par les supermarchés qui s'approvisionnent directement auprès de l'industrie réduisant ainsi les intervenants dans la filière.

Les ventes dans le sous-secteur 46.39 « Commerce de gros non spécialisé de denrées, boissons et tabac » (-0,1% contre 8,8% en 2013) ont stagné. A contrario, le sous-secteur 46.35 « Commerce de gros de produits à base de tabac » a tiré l'ensemble du secteur vers le haut (+16,4% en 2014 contre 1,6% un an auparavant).

### *Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (47)*

Le rythme de croissance annuel du chiffre d'affaires du secteur 47 « Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » (appelé plus communément « Commerce de détail ») s'est stabilisé à 1,4% en 2014 par rapport à 2013, ce qui correspond à des ventes pour un montant de 91,3 milliards d'euros. Il s'agit toutefois d'une progression moins significative comparativement aux variations relevées entre 2009 et 2012.

Le sous-secteur dominant, le 47.1 « Commerce de détail en magasin non spécialisé » a réalisé une légère hausse du rythme de croissance annuel de ses ventes (3,5% contre 2,4% en 2013). D'une manière générale, le chiffre d'affaires de ce sous-secteur a régulièrement progressé au fil des ans sur la période 2009-2014. C'est principalement le sous-secteur 47.11 « Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire » où l'on retrouve les supérettes et les supermarchés qui compose ce sous-secteur. Depuis 2008, le chiffre d'affaires a progressé de 27,7%.

---

<sup>5</sup> Les entreprises présentes dans le commerce de gros de viande ont des activités diversifiées et des changements de code NACE peuvent intervenir, influençant dès lors les résultats.

Le second sous-secteur en termes de poids, le 47.7 « Autres commerces de détail en magasin spécialisé » a connu une décélération de son chiffre d'affaires, revenant de 1,7% en rythme annuel en 2013 à 1,2% en 2014. Le sous-secteur 47.71 « Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé » a progressé de 4,7% (contre 3,6% en 2013). Le sous-secteur 47.73 « Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé » est redevenu positif (0,3% en 2014 contre -0,9% un an auparavant) tandis que le sous-secteur 47.78 « Autre commerce de détail de biens neufs en magasin spécialisé » a affiché une chute des ventes de 16,2% (contre +3,4% en 2013). Le secteur de l'habillement a enregistré une croissance du chiffre d'affaires en 2014 (4,7% pur l'habillement (47.1) et 2,4% pour les chaussures (47.2)).

Le sous-secteur 47.5 « Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé » a enregistré un recul du chiffre d'affaires en 2014 (-0,4% sur un an) mais de manière moins prononcée qu'en 2013 (-1,7%). Une baisse annuelle des ventes a été observée dans le sous-secteur 47.52 « Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en magasin spécialisé » (-2,8% contre 0,6% en 2013). Ces deux années contrastent avec les taux de croissance relevés sur la période 2010 - 2012 (entre 4,4% et 6,6%). En 2014, le sous-secteur 47.59 « Commerce de détail de meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage en magasin spécialisé » a renoué avec une croissance positive, passant de -2,4% en 2013 à 1,6% en 2014.

Le sous-secteur 47.54 « Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé » a affiché des taux de croissance à nouveau positif en 2014 (+4,8%), après deux années de recul consécutif.

Le sous-secteur 47.2 « Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé » a vu ses ventes fléchir en 2014 sous l'effet d'un retrait marqué dans le 47.25 « Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé » (-11,4% en 2014 contre -0,9% en 2013) et d'une moindre progression dans le 47.22 « Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé » (0,5% en 2014 contre 1,2% en 2013). Depuis 2012, les ventes du commerce de détail alimentaire sont moins dynamiques que les ventes du commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire (le 47.11). Le rapport entre le chiffre d'affaires en 2014 du 47.2 et du 47.1 est de 12,9% (contre 14,8% en 2008), ce qui traduit une perte de part de marché des magasins spécialisés au profit des grandes chaînes de la distribution.

La chute du chiffre d'affaires se poursuit dans le sous-secteur 47.6 « Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé » avec une troisième baisse consécutive (-2,3% en 2014 contre -3,9% en 2013 et -6,2% en 2012) qui a toutefois été contenue par le sursaut des ventes réalisées dans le sous-secteur 47.64 « Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé » et le 47.65 « Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé ». En revanche, le sous-secteur 47.62 « Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé » tire l'ensemble du sous-secteur 47.6 vers le bas avec une diminution des ventes de 20% depuis 2011.

En raison d'un changement dans les habitudes de consommation des produits musicaux et vidéo, le sous-secteur 47.63 « Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé » a vu son chiffre d'affaires se contracter de 72% entre 2008 et 2014.

Dans le sous-secteur 47.9 « Commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés », les ventes ont reflué de 16,6% sur un an suite au net retrait dans le 47.99 « Autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés » (-33,9% en 2014) qui n'a pu être compensé entièrement par la hausse du chiffre d'affaires dans le sous-secteur 47.91 « Ventes à distance » qui a atteint 13,7% sur un an, confirmant de la sorte les rythmes soutenus de croissance réalisés les années précédentes.

Il convient de préciser que le développement du commerce électronique des grandes enseignes de la distribution n'est pas traduit dans ce code NACE. En effet, le chiffre d'affaires généré par les ventes au travers des magasins en ligne des commerces spécialisés et non spécialisés qui disposent de magasin physique (par ex. VANDEN BORRE) est intégré au code NACE principal de l'enseigne. Le sous-secteur 47.91 "Ventes à distance" étant surtout représenté par des entreprises actives dans la vente par correspondance, notamment par catalogue (par ex : la Redoute).

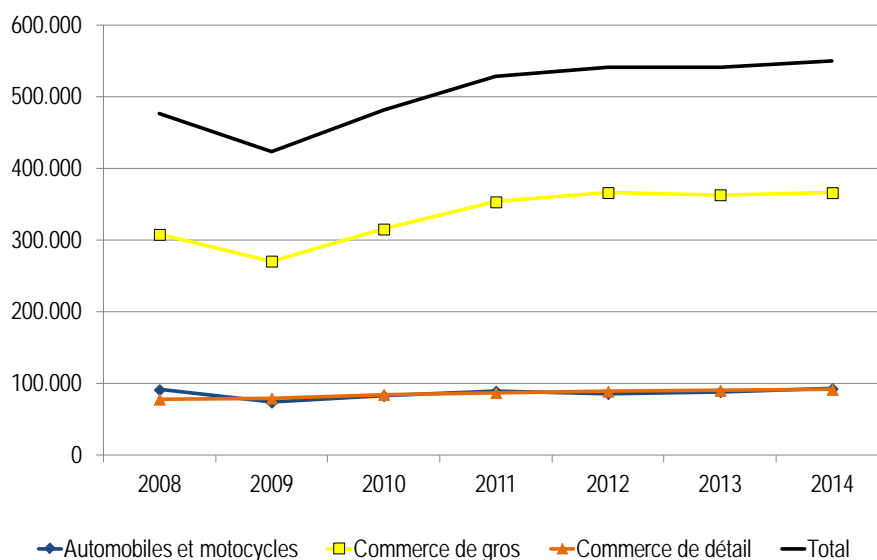
Après cinq années de baisse consécutives, le secteur « commerce de détail d'équipement de l'information et de la communication en magasin spécialisé » voit son chiffre d'affaires augmenter de 3,7% en 2014 mais reculer de 15,7% par rapport à son niveau de 2008.

Le « commerce de détail sur éventaires et marché » affiche une belle dynamique des ventes en progressant de +4,7% en 2014 (+21% depuis 2008). Toutefois, le poids relatif de ce sous-secteur dans l'ensemble du chiffre d'affaires est marginal.

### 3.3 Investissements selon les données TVA

Les investissements<sup>6</sup> dans l'ensemble du secteur du commerce sont repartis à la hausse en 2014 après trois années de baisses consécutives. En effet, après le rebond des investissements en 2010, les investissements dans le secteur du commerce ont fléchi entre 2011 et 2013 avec toutefois des amplitudes différentes entre les trois secteurs. L'année 2010 ayant été caractérisée par une nette accélération des achats d'actifs dans le secteur 47 « Commerce de détail » suivie d'une contraction en 2011. Depuis 2008, les investissements ont progressé dans la vente et la réparation de véhicules (+11,9%) et dans le commerce de détail (+7,6%) mais ont reculé dans le commerce de gros (-18,9%).

Graphique 3-5 : Investissements dans le commerce (en millions d'euros)



Source : DG Statistique-Statistics Belgium

<sup>6</sup> Les statistiques des dépenses en matière d'investissements ne sont pas cycliques et peuvent capter des investissements importants et ponctuels engendrant de facto des effets de base à la baisse l'année suivante.

Tableau 3-2 : Total des investissements

(€ millions, variations* en %)	Code NACE	Investissements							
		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2014/2008
Automobiles et motocycles	45	949	844	881	1.033	883	927	1.062	11,9%
T/T-1			-11,0%	4,3%	17,3%	-14,6%	5,1%	14,5%	
Commerce de gros	46	2.350	1.876	1.993	2.131	2.043	1.963	1.906	-18,9%
T/T-1			-20,2%	6,2%	6,9%	-4,1%	-3,9%	-2,9%	
Commerce de détail	47	2.156	2.137	2.871	2.303	2.348	2.192	2.320	7,6%
T/T-1			-0,9%	34,3%	-19,8%	2,0%	-6,7%	5,8%	
Total	45-47	5.456	4.857	5.744	5.467	5.274	5.082	5.288	-3,1%
T/T-1			-11,0%	18,3%	-4,8%	-3,5%	-3,6%	4,0%	

\*Exprimé en millions d'euros et en taux de croissance par rapport à l'année précédente  
Source: DG Statistique-Statistics Belgium , données provisoires

### *Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (45)*

Après une nette contraction en 2012 (-14,6% sur un an), les investissements dans ce secteur sont repartis à la hausse en 2013 (+5,1%) et en 2014 (+14,5%). Cette dynamique s'explique par la reprise des dépenses en la matière dans les sous - secteurs 45.1 « Commerce de véhicules automobiles » (+19,4% contre +8,2% un an auparavant) et 45.2 «Entretien et réparation de véhicules automobiles » (+5,3% contre -2%). Une contraction des achats d'actifs a toutefois été observée dans le sous-secteur 45.3 « Commerce d'équipements automobiles » (-7,2% contre -0,3%).

### *Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (46)*

Pour la troisième année consécutive, notamment dans les sous-secteurs 46.6 « Commerce de gros d'autres équipements Industriels » (-11%) et 46.7 « Autres commerces de gros spécialisés » (-10,6%), le sous-secteur du commerce de gros a réduit ses investissements en 2014 (-2,9%).

Les dépenses en matière d'actifs ont crû de 4,9% dans le sous-secteur 46.4 « Commerce de gros de biens domestiques » (après un recul de 14,9% réalisé en 2013) et de 8% dans le sous-secteur 46.3 « Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac » notamment grâce aux investissements opérés dans le sous-secteur 46.31 « Commerce de gros de fruits et légumes » et le 46.38 « Commerce de gros d'autres produits alimentaires, y compris poissons, crustacés et mollusques ».

Les investissements ont fléchi de 2,7% en 2014 dans le sous-secteur 46.1 « Intermédiaires du commerce de gros » pour la quatrième année consécutive tandis qu'ils ont renoué avec une orientation haussière dans le sous-secteur 46.2 « Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants » (+10,3% en 2014 contre -10,3% en 2013 et -7,9% en 2012).

Le 46.5 « Commerce de gros d'équipement de l'information et de la communication » a réduit ses investissements en 2014 (-35,3% à un an d'écart) après deux années de hausse consécutives. Le repli depuis 2008 est important (-58,3%).

### *Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (47)*

Après un recul des investissements en 2013 (-6,7% sur un an), ceux-ci sont repartis à la hausse en 2014 (+5,8%) dans le secteur du commerce de détail notamment sous l'impulsion des dépenses effectuées dans le sous-secteur le plus influent, le 47.1 « Commerce de détail en magasin non spécialisé » qui a effectué des achats d'actifs en nette croissance (17,1%) après toutefois un retrait en 2013 (-14,7%).

Les investissements dans le 47.2 « Commerce de détail en magasin spécialisé » ont reculé pour la troisième année consécutive (-7,6% en 2012, -3,3% en 2013 et -6,8% en 2014).

La baisse des investissements dans le sous-secteur 47.4 « commerce de détail d'équipement de l'information et de la communication en magasin spécialisé » s'est établie à -7,4% en 2014 par rapport à 2013 et à -43,8% par rapport à 2008, en ligne avec le recul observé dans le commerce de gros de ce type de produits.

Le 47.5 « commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé » a investi plus en 2014 qu'en 2013 (+17% contre -10,4%). Toutefois, depuis 2008, la croissance des investissements est atone.

Le 47.6 « commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé » a également procédé à moins d'investissements en 2014 (-11,3%), ce qui correspond à une diminution de 35,7% depuis 2008.

Le sous-secteur 47.7 « Autres commerces de détail en magasin spécialisé » a procédé à de nouveaux investissements en 2014 (+1,3%) inversant la tendance négative des années 2012 (-5,2%) et 2013 (-1,7%).

Le 47.9 « commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés » a réduit ses investissements en 2014 (-5,4%) Toutefois, la hausse depuis 2008 est substantielle (+49,8%).

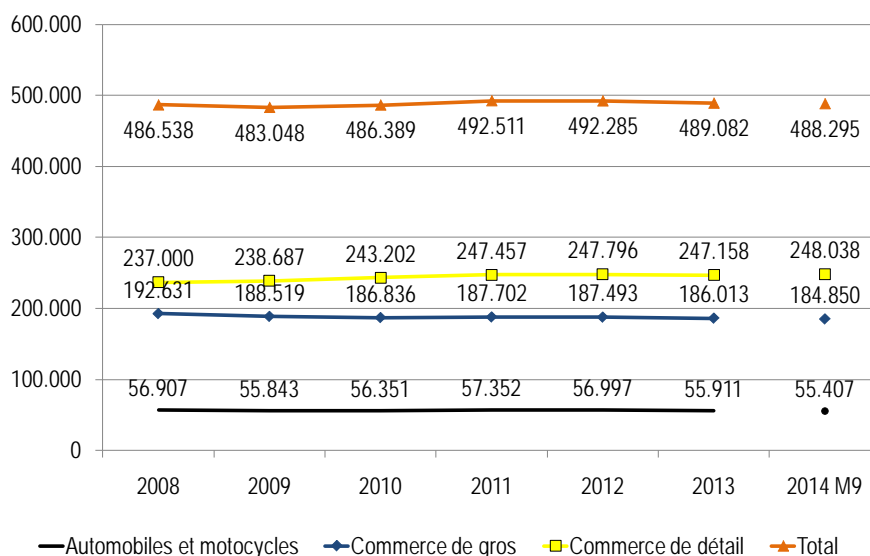
### **3.4 Emploi**

Le nombre de postes de travail<sup>7</sup> dans l'ensemble du secteur du commerce s'est quasi stabilisé durant la période 2008-2013 % passant de 486.538 postes en 2008 à 489.082 postes en 2013 avec toutefois un pic en 2011 et 2012. Une légère baisse a été constatée sur les neuf premiers de 2014 par rapport à la moyenne de 2013, notamment en raison d'un recul de l'emploi dans le commerce de gros.

---

<sup>7</sup> Données centralisées

Graphique 3-6 : Nombre de postes de travail dans le commerce



Source : Statistiques centralisées de l'ONSS, en postes de travail

Tableau 3-3 : Nombre de postes de travail dans le commerce

	Code Nace	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014T3
Automobiles et motocycles	45	56.907	55.843	56.351	57.352	56.997	55.911	55.279
			-1,9%	0,9%	1,8%	-0,6%	-1,9%	-1,1%
Commerce de gros	46	192.631	188.519	186.836	187.702	187.493	186.013	184.774
			-2,1%	-0,9%	0,5%	-0,1%	-0,8%	-0,7%
Commerce de détail	47	237.000	238.687	243.202	247.457	247.796	247.158	248.868
			0,7%	1,9%	1,7%	0,1%	-0,3%	1,3%
<b>Total</b>	<b>45-47</b>	<b>486.538</b>	<b>483.048</b>	<b>486.389</b>	<b>492.511</b>	<b>492.285</b>	<b>489.082</b>	<b>488.921</b>
			-0,7%	0,7%	1,3%	0,0%	-0,7%	0,3%

Le pourcentage indiqué fournit l'évolution par rapport à la période précédente.

Source: Statistiques centralisées de l'ONSS, en postes de travail

### *Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (45)*

Sur la période 2008-2013, le secteur 45 « Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » a perdu 1.500 postes de travail. L'emploi dans ce secteur est orienté à la baisse et a continué de s'effriter tout au long de 2014 pour s'établir à 55.279 personnes occupées au troisième trimestre de 2014. Le sous-secteur 45.1 « Commerce de véhicules automobiles » explique ce profil d'évolution. En effet, entre le premier trimestre de 2008 et le troisième trimestre de 2014, 2.494 postes de travail ont été perdus, ce qui représente une baisse de 7,5%. Au cours du troisième trimestre de 2014, 687 emplois ont été perdus comparé à la période correspondante de 2013.

### *Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (46)*

Le secteur **46 « Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles »** a également connu une évolution baissière durant la période 2008-2013. Le secteur a enregistré une diminution des effectifs de 3,4%, revenant de 192.631 postes en 2008 à 186.013, soit une perte de 6.618 postes d'emplois dans ce secteur. Au troisième trimestre de 2014, le secteur comptabilisait 184.774 emplois directs, ce qui représente également une contraction de 0,1% par rapport au troisième trimestre de 2013. Entre le premier trimestre de 2008 et le troisième trimestre de 2014, 7.899 postes de travail ont été perdus, soit une contraction de plus de 4,1%. Les variations relevées dans les sous-secteurs les plus influents en termes de poids, le **46.4 « Commerce de gros de biens domestiques »** (-4.731 postes, soit -8,7%) et le **46.6 « Commerce de gros d'autres équipements industriels »** (-2.431 postes, soit -5,7%), expliquent principalement cette tendance baissière.

A l'exception du sous-secteur **46.7 « Autres commerces de gros spécialisés »**, tous les sous-secteurs du commerce de gros ont perdu des emplois entre le troisième trimestre de 2014 et le trimestre correspondant de 2013 lorsque l'emploi a fléchi de 1.237 personnes.

### *Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (47)*

Le secteur **47 « Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles »** est caractérisé par un nombre important d'emplois directs qui a évolué favorablement au fil des ans. A la fin du troisième trimestre de 2014, ce secteur comptabilisait 248.868 poste de travail, soit une progression de 5,5% par rapport au premier trimestre 2008 équivalent à 12.870 emplois supplémentaires.

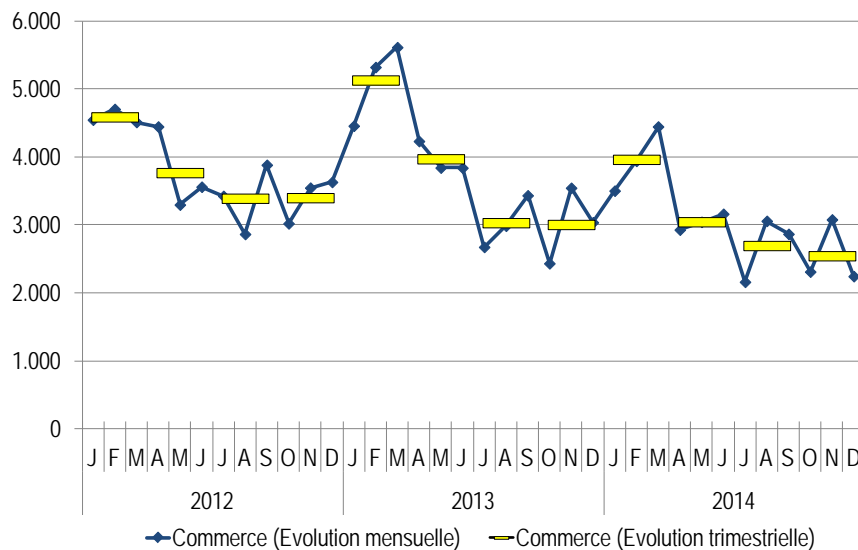
Les emplois ont été créés majoritairement dans les deux sous-secteurs suivants : le **47.1 « Commerce de détail en magasin non spécialisé »** (+6.119 postes de travail) et le **47.7 « Autres commerces de détail en magasin spécialisé »** (+6.358).

En comparaison avec le trimestre correspondant de 2013, ces deux sous-secteurs ont créé ensemble 3.727 emplois directs (respectivement 2.404 et 1.323) au troisième trimestre de 2014.



### 3.5 Chômage temporaire dans le commerce

Graphique 3-7 : Chômage temporaire dans le commerce<sup>8</sup>



Source : Office national de l'emploi, en ETP

Témoignant des variations saisonnières<sup>9</sup>, le nombre de personnes équivalent temps plein (ETP) ayant eu recours au régime du chômage temporaire s'est réduit en 2014 par rapport à 2013 pour s'installer à son plus bas niveau depuis 2012. En moyenne, le nombre d'ETP ayant bénéficié du régime du chômage temporaire a reculé de 2.887 entre 2014 et 2013.

Tous les trimestres de 2014 ont enregistré un recul du chômage temporaire en comparaison avec la période correspondante de 2013.

Au quatrième trimestre de 2014, le nombre de chômeurs temporaire a reflué de 480 personnes pour s'afficher à 2.545 ETP, soit le plus bas niveau observé depuis 2012. En raison d'une demande de travail accrue liée aux fêtes de fin d'année, le dernier trimestre enregistre systématiquement un repli du chômage temporaire.

<sup>8</sup> Selon l'ONSS, la catégorie est libellée de la sorte : Commerce de gros / Récupération / Intermédiaires du commerce / Commerce de détail

<sup>9</sup> Le chômage temporaire évolue selon un rythme saisonnier. Le recours au chômage temporaire augmente au premier trimestre de l'année à l'inverse du quatrième trimestre qui enregistre le niveau le plus bas. Cet indicateur doit donc être apprécié d'une année sur l'autre.

### 3.6 Entrepreneuriat

#### 3.6.1 Créations et radiations d'entreprises

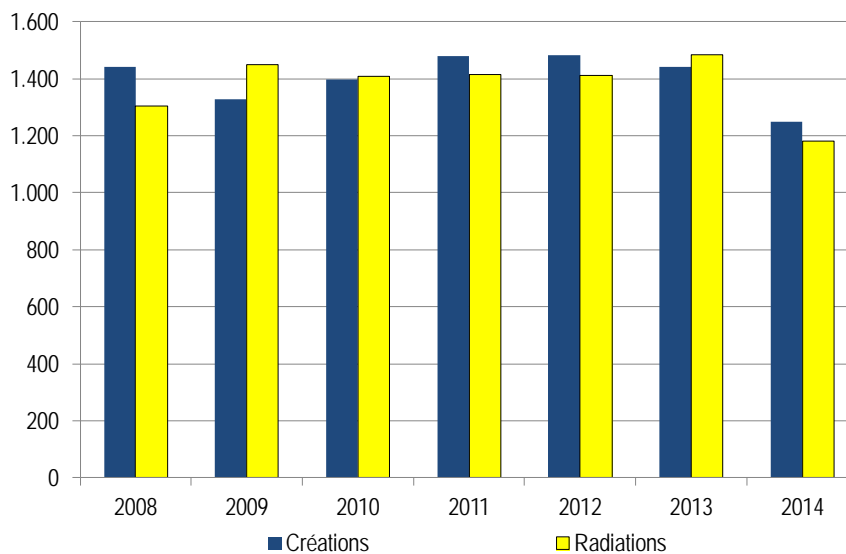
Le secteur du commerce a perdu des entreprises en 2014 (-879) et en 2013 (-906) après avoir vu de nouvelles entreprises<sup>10</sup> s'installer en 2011 et 2012. C'est principalement le secteur du Commerce de gros qui a enregistré le plus grand nombre de radiations en 2014, réduisant le nombre total d'assujettis à la TVA de 800 unités sur un an.

#### *Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (45)*

Le solde de création est positif en 2014. 1.249 entreprises (dont 208 ré-assujettissements) ont été créées dans ce secteur en 2014 tandis que 1.180 ont été radiées, portant le nombre d'assujettis à 23.681 au 31 décembre 2014. La croissance du nombre d'entreprises s'explique presque intégralement par le sous - secteur 45.2 « Entretien et réparation de véhicules automobiles » (10.491 entreprises actives) qui progresse de 78 unités.

Le sous-secteur 45.1 « Commerce de véhicules automobiles » (9.186 entreprises actives) a enregistré des mouvements similaires de créations (500) et de radiations (502) en 2014.

Graphique 3-8 : Créations et radiations d'entreprises dans le secteur 45



Source : DG Statistique - Statistics Belgium

<sup>10</sup>Le différentiel entre les entreprises créées et celles qui ont cessé leurs activités est positif. On parle de création nette d'entreprises.

### *Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (46)*

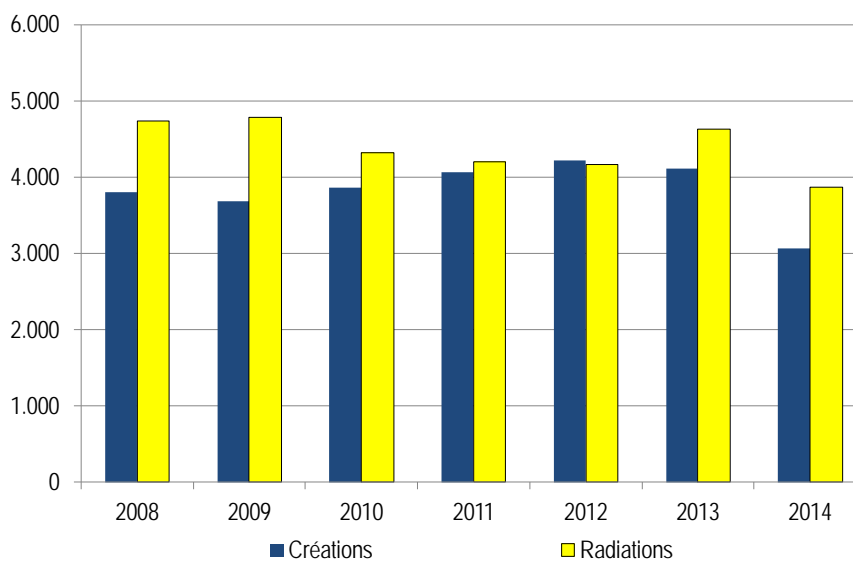
Le secteur du « Commerce de gros » a comptabilisé 58.227 entreprises en 2014 et a perdu comme chaque année (à l'exception de l'année 2012) des entreprises (-800 sur un an). Depuis 2008, la baisse nette cumulée a représenté 4.189 entreprises. Tous les sous-secteurs (NACE à 3 digits) sont en recul sur un an et près de la moitié de la baisse observée en 2014 émane du sous-secteur **46.1 « Intermédiaires du commerce de gros »** (-335) et plus particulièrement du sous-secteur 46.18 « Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques » (-249). Ces résultats contrastent avec les créations nettes réalisées lors des deux années précédentes. Le nombre d'assujettis dans le sous-secteur **46.1 « Intermédiaires du commerce de gros »** a reculé de 1.407 unités depuis 2008 pour s'établir à 17.592 unités.

Le sous - secteur **46.4 « Commerce de gros de biens domestiques »** a également enregistré des pertes nettes d'entreprises en 2014, tant sur un an (-143) que depuis 2008 (-1.274).

Deux autres sous-secteurs ont vu leur nombre d'assujettis se replier tant à un an d'écart (mais de manière très modérée) que depuis 2008. Le nombre d'entreprises actives dans le sous - secteur **46.3 « Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac »** a diminué de 442 sur 6 ans contre -503 dans le **46.6 « Commerce de gros d'autres équipements industriels »**.

Ces différents résultats expliquent la baisse de l'emploi dans le commerce de gros mentionné dans la section précédente.

Graphique 3-9 : Créations et radiations d'entreprises dans le secteur 46



Source : DG Statistique - Statistics Belgium

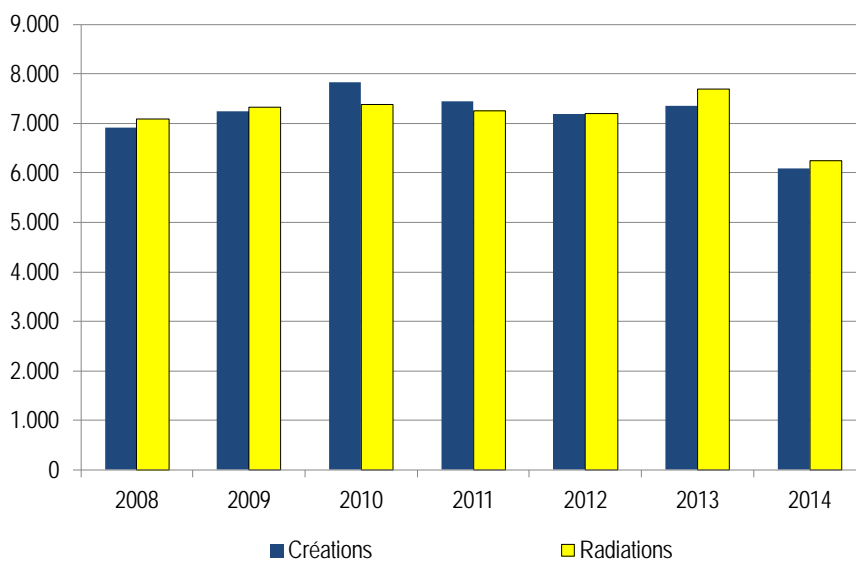
### *Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (47)*

Le nombre d'entreprises actives dans le secteur **47 « Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles »** s'est établi à 93.169 unités en 2014, ce qui représente un recul de 172 entreprises sur un an et de 406 unités sur 6 ans. Le nombre d'assujettis reste donc relativement stable au fil des ans mais masque des disparités entre les sous-secteurs.

Le nombre de créations nettes d'entreprises en 2014 dans le sous-secteur **47.1 « Commerce de détail en magasin non spécialisé »** est quasi nul, les radiations (637) y compensant les créations (638). Dans le sous-secteur **47.2 « commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé »**, le nombre d'entreprises est en baisse, 11805 entreprises assujetties en 2014, contre 11.921 en 2013, et 12.334 en 2008.

En revanche, le nombre de créations nettes s'est établi à 401 dans le sous-secteur **47.9 « Commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés »** qui affiche systématiquement un accroissement de sa population pour comptabiliser désormais 5.279 entreprises en 2014 contre 2.663 établissements en 2008 (et principalement les entreprises de ventes à distance). Le sous-secteur **47.8 « Commerce de détail sur éventaires et marchés »** voit lui aussi son nombre d'assujettis progresser sur un an (portant la création nette à +2.436 unités depuis 2008).

Graphique 3-10 : Créations et radiations d'entreprises dans le secteur 47



Source : DG Statistique - Statistics Belgium

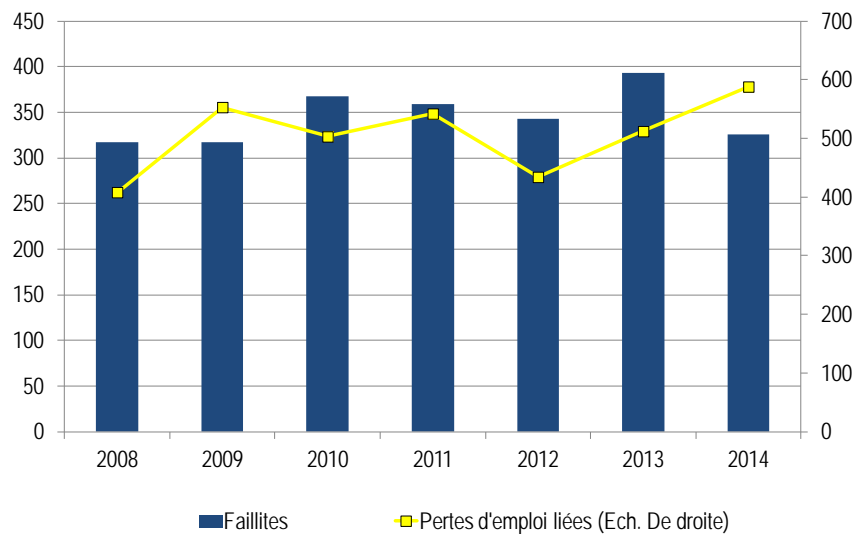
### 3.6.2 Faillites d'entreprises et emplois perdus suite à des faillites

En 2014, l'ensemble du secteur de commerce a enregistré 2.766 faillites d'entreprises, en diminution de 7,6% par rapport à l'année 2013 qui a comptabilisé le plus grand nombre de faillites sur la période 2008-2014 (soit 2.993 faillites). A titre de comparaison, les faillites ont reculé de 8,7% en 2014 pour l'ensemble de l'économie belge.

Le secteur Commerce et réparation de véhicules a enregistré le plus net recul de faillites en 2014 (-17,0%) suivi du secteur commerce de détail (-9,0%). En revanche, la baisse du nombre de faillites dans le commerce de gros a été plus limitée (-0,9%) sur cette période.

### Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (45)

Graphique 3-11 : Faillites et pertes d'emploi dans le secteur 45

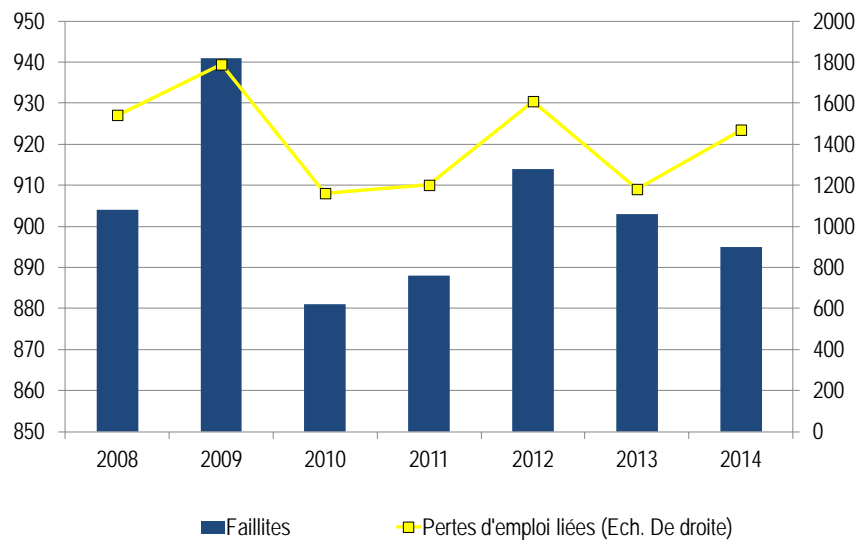


Source : DG Statistique - Statistics Belgium

Le nombre de faillite a légèrement reculé dans le sous-secteur **45 « Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles »** en 2014 par rapport à 2013 (-17% soit 67 faillites de moins) et a atteint son niveau le plus bas depuis 2010. Sur la période 2008-2014, un pic a été relevé en 2013.

Le nombre d'emplois directs perdus suite à ses faillites a crû légèrement en 2014 pour s'afficher à 588, soit le plus haut niveau enregistré depuis 2008.

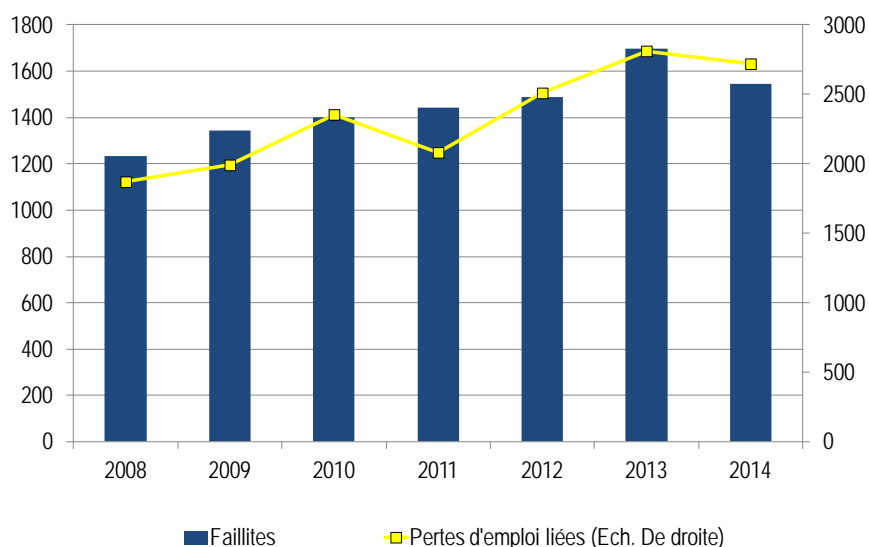
Ce sont principalement les sous-secteurs **45.1 « Commerce de véhicules automobiles »** et **45.2 « Entretien et réparation de véhicules automobiles »** qui ont inscrit le plus grand nombre de faillites en 2014 avec respectivement 150 et 132 faillites, entraînant la perte de respectivement 251 et 173 emplois. Le nombre de faillites a été moins substantiel dans le sous-secteur **45.3 « Commerce d'équipements automobiles »** (26 emplois) mais les pertes d'emploi ont été plus importantes (147 emplois).

**Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (46)****Graphique 3-12 : Faillites et pertes d'emploi dans le secteur 46**

Source : DG Statistique - Statistics Belgium

En 2014, 895 faillites ont été comptabilisées (-0,9% à un an d'écart) dans le commerce de gros entraînant 1.470 pertes d'emplois, soit en nette augmentation par rapport à 2013 (+24,5% soit 289 emplois supplémentaires) sans toutefois atteindre le pic de 1.609 pertes d'emploi relevées en 2012.

L'augmentation du nombre de perte d'emploi en 2014 résulte de deux sous-secteurs 46.3 « Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac » et 46.6 « Commerce de gros d'autres équipements industriels » dont les faillites ont entraîné la disparition de respectivement 129 et 189 emplois.

**Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (47)****Graphique 3-13 : Faillites et pertes d'emploi dans le secteur 47**

Source : DG Statistique - Statistics Belgium

En revanche, le secteur du commerce de détail a connu une évolution plus favorable en 2014 qu'en 2013 en ce qui concerne les faillites et les pertes d'emploi bien que les chiffres évoluent toujours à des niveaux élevés.

Ainsi, 1.545 faillites ont été actées en 2014, ce qui correspond à 2.720 pertes d'emplois.

A l'exception du 47.4 « Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé » (+68 pertes d'emploi pour un total de 250) et du 47.7 « Autres commerces de détail en magasin spécialisé » (+396 pertes d'emploi pour un total de 1.253), les autres sous - secteurs ont enregistré en 2014 une baisse du nombre d'emplois perdus par rapport à 2013. Ainsi, 204 entreprises ont été déclarées en faillites en 2014 dans le secteur 47.2 « Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé » engendrant la disparition de 254 emplois et le sous-secteur 47.1 « Commerce de détail en magasin non spécialisé » a perdu 258 entreprises et 371 emplois directs. Dans ce secteur, ce sont surtout des magasins non spécialisés à prédominance alimentaire qui sont concernés.

### 3.7 Principaux constats dans les secteurs

#### Confiance

Le climat des affaires enregistré dans le commerce se dégrade depuis avril 2014 suite aux prévisions baissières entourant tant la demande que les commandes. Bien qu'une nette amélioration du sentiment ait pu être observée en février et en mars 2015, les prévisions relatives à l'emploi continuent de s'orienter légèrement à la baisse.

La confiance est moins favorable dans l'ensemble des branches d'activité depuis le deuxième trimestre de 2014. Les produits alimentaires et les articles textiles présentent toutefois une baisse moins prononcée.

La confiance dans le commerce d'appareils électriques et électroniques s'est installée à un niveau plus bas que dans les autres sous-secteurs.

#### Chiffre d'affaires

En 2014, le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des trois secteurs composant le « Commerce » s'est établi à 549 milliards d'euros, en hausse de 1,6% par rapport à l'année précédente, soit à un rythme moins soutenu que sur la période 2008-2014.

Le secteur 45 « Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » a enregistré une nouvelle accélération de la croissance de son chiffre d'affaires sur un an en 2014 (+4,9% contre +3,1% en 2013) totalisant des ventes pour 92,4 milliards d'euros.

Le secteur 46 « Commerce de gros, » (a réalisé une légère hausse de son chiffre d'affaires en 2014 (+0,8% sur un an contre -0,8% en 2013) pour s'établir à 365,7 milliards d'euros. Ce secteur avait affiché des croissances soutenues en 2010 (+16,5%) et 2011 (+12%) notamment grâce aux résultats du principal sous-secteur, le 46.7 « Autres commerces de gros spécialisés », et qui n'ont pu être reconduits en 2014 (+0,2%).

Le secteur 47 « Commerce de détail, » (à l'exception des automobiles et des motocycles) a connu une stabilisation de ses ventes à 1,4% en 2014 par rapport à 2013, ce qui correspond à un montant de 91,3 milliards d'euros. Il s'agit toutefois d'une progression moins significative comparativement aux variations relevées entre 2009 et 2012.

Le sous-secteur dominant, le 47.1 « Commerce de détail en magasin non spécialisé » a légèrement augmenté ses ventes à un an d'écart en 2014 (3,5% contre 2,4% en 2013). Le sous-secteur 47.5 « Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé » a enregistré un recul moindre du chiffre d'affaires en 2014 (-0,4% sur un an après -1,7% en 2013) tandis que le sous-secteur 47.2 « Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé » a vu ses ventes fléchir en 2014 (-1,2% contre +1,8% en 2013).

#### Investissements

Les investissements dans l'ensemble du secteur du commerce sont repartis à la hausse en 2014 après trois années de baisses consécutives. En effet, après un rebond en 2010, les investissements ont fléchi entre 2011 et 2013 avec toutefois des ampleurs différentes entre les trois secteurs. L'année 2010 ayant été caractérisée par une nette accélération des achats d'actifs dans le secteur 47 « Commerce de détail » suivie d'une contraction en 2011.



Ce redressement s'explique par la reprise des dépenses dans les sous - secteurs 45.1 « Commerce de véhicules automobiles » (+19,4% en 2014 contre +8,2% un an auparavant) et 45.2 «Entretien et réparation de véhicules automobiles » (+5,3% contre -2%).

Toutefois, pour la troisième année consécutive, notamment dans les sous-secteurs 46.6 « Commerce de gros d'autres équipements Industriels » (-11%) et 46.7 « Autres commerces de gros spécialisés » (-10,6%), le commerce de gros a réduit ses investissements en 2014 (-2,9%).

Par contre, le commerce de détail a procédé à des investissements substantiels en 2014 (+5,8%) en partie sous l'impulsion des dépenses dans le sous-secteur le plus influent, le 47.1 « Commerce de détail en magasin non spécialisé » qui a effectué des achats d'actifs en nette croissance (+17,1%). Il en est de même pour le 47.5 « Commerce d'équipements du foyer » +17%. Tous les autres sous-secteurs affichent une stabilisation des investissements ou un recul (-7,4% pour l'électro en 2014 par rapport à 2013 et -44% par rapport à 2008, -11% pour le secteur commerce de détail de biens culturels et de loisirs en 2014 par rapport à 2013, et -36% par rapport à 2008). Avec un recul systématique des investissements depuis 2012, conjugué au récent déclin du chiffre d'affaires observé en 2014, il apparaît que les magasins alimentaires spécialisés perdent du terrain par rapport à la grande distribution.

### **Emploi**

Le nombre de postes de travail<sup>11</sup> dans l'ensemble du secteur du commerce s'est quasi stabilisé durant la période 2008-2013, passant de 486.538 postes en 2008 à 489.082 postes avec toutefois un pic en 2011 et 2012. Une légère contraction de l'emploi a été constatée sur les neuf premiers de 2014 par rapport à la moyenne de 2013, à la suite d'un recul dans le commerce de gros (-0,8%).

Sur la période 2008-2013, le secteur 45 « Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » a perdu 1.500 postes de travail et l'emploi a continué de s'effriter tout au long de 2014.

Le secteur 46 « Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles » a connu une évolution baissière durant la période 2008-2013 : les effectifs se sont réduits de 3,4%, revenant de 192.631 postes en 2008 à 186.013, soit une perte de 6.618 postes d'emplois.

Le secteur 47 « Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles » est caractérisé par un nombre important d'emplois directs qui a évolué favorablement au fil des ans. A la fin du troisième trimestre de 2014, ce secteur comptabilisait 248.868 poste de travail, soit une progression de 5,5% par rapport au premier trimestre 2008 équivalent à 12.870 emplois supplémentaires. Les emplois ont été créés majoritairement dans deux sous-secteurs: le 47.1 « Commerce de détail en magasin non spécialisé » (+6.119 postes de travail) et le 47.7 « Autres commerces de détail en magasin spécialisé » (+6.358).

Le nombre de personnes équivalent temps plein (ETP) ayant eu recours au régime du chômage temporaire s'est réduit en 2014 par rapport à 2013 pour s'installer à son plus bas niveau depuis 2012. En moyenne, le nombre d'ETP concerné par ce régime a reculé sur un an de 2.887 en 2014 .

---

<sup>11</sup> Données centralisées

### Créations et radiations d'entreprises

Le commerce a perdu plus d'entreprises qu'il n'en a créé en 2014 (la variation du solde est négative à -879 unités) et en 2013 (-906) après avoir vu de nouvelles entreprises s'installer en 2011 et 2012. Le secteur du commerce de gros a enregistré le plus grand nombre de radiations en 2014, réduisant le nombre total d'assujettis à la TVA de 800 unités sur un an.

Le solde de création est positif en 2014 dans le secteur 45 « Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles » où 1.249 entreprises (dont 208 ré-assujettissements) ont été créées.

Le secteur du « Commerce de gros » a comptabilisé 58.227 entreprises en 2014 et a perdu comme chaque année (à l'exception de l'année 2012) des entreprises (-800 sur un an, soit une perte cumulée de 4.189 unités depuis 2008).

Le nombre d'entreprises actives dans le secteur 47 « Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » est resté relativement stable au fil des ans mais masque des disparités entre les sous-secteurs.

### Faillites

En 2014, l'ensemble du secteur du commerce a enregistré 2.766 faillites, en diminution de 7,6% par rapport à 2013 qui a comptabilisé le plus de défaillances sur la période 2008-2014 (soit 2.993 faillites). A titre de comparaison, les faillites ont reculé de 8,7% en 2014 pour l'ensemble de l'économie belge.

Le secteur « Commerce et réparation de véhicules » a affiché le plus net recul de faillites en 2014 (-17,0%) suivi du secteur commerce de détail (-9,0%). En revanche, la baisse du nombre de faillites dans le commerce de gros a été plus limitée (-0,9%) sur cette période.

Tableau 3-4 : Evolution des principaux indicateurs économiques dans le commerce

Conjoncture		45				46				47			
		2013	2014	Dernier trimestre disponible		2013	2014	Dernier trimestre disponible		2013	2014	Dernier trimestre disponible	
Chiffre d'affaires	En millions d'euros	88.025	92.366	24.153	2014T4	362.710	365.652	93.903	2014T4	90.002	91.288	24.818	2014T4
	Evolution à 1 an d'écart	3,1%	4,9%	3,2%		-0,8%	0,8%	1,3%		1,4%	1,4%	2,2%	
Investissements	En millions d'euros	927	1.062	306	2014T4	1.963	1906	538	2014T4	2.192	2.320	662	2014T4
	Evolution à 1 an d'écart	5,1%	14,5%	18,9%		-3,9%	-2,9%	-10,9%		-6,7%	5,8%	-4,5%	
Emploi	Personnes	55.911	-	55.279	2014T3	186.013	-	184.774	2014T3	247.158	-	248.868	2014T3
	Evolution à 1 an d'écart	-1,9%		-1,1%		-0,8%		-0,7%		-0,3%		1,3%	
Créations d'entreprises	En nombre	1.441	1.249	-		4.113	3060	-		7.350	6.099	-	
	Evolution à 1 an d'écart	-2,7%	-13,3%			-2,5%	-25,6%			2,2%	-17,0%		
Radiations d'entreprises	En nombre	1.485	1.180	-		4.623	3860	-		7.702	6.247	-	
	Evolution à 1 an d'écart	5,2%	-20,5%			10,9%	-16,5%			6,9%	-18,9%		
Faillites	En nombre	393	326	-		903	895	-		1.697	1.545	-	
	Evolution à 1 an d'écart	14,6%	-17,0%			-1,2%	-0,9%			14,1%	-9,0%		
Emplois perdus suite à des faillites	Personnes	512	588	-		1.181	1.470	-		2.812	2.720	-	
	Evolution à 1 an d'écart	18,0%	14,8%			-26,6%	24,5%			12,0%	-3,3%		

Sources : Eurostat, Direction générale Statistique- Statistics Belgium, BNB (Belgostat), ONSS, ONSS

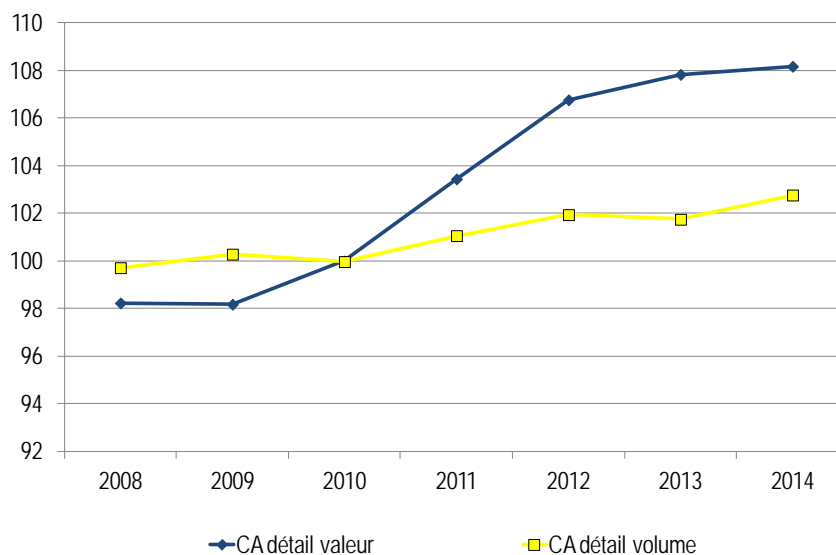
## 4 Autres indicateurs

### 4.1 L'enquête de la Direction générale Statistique - Statistics Belgium auprès du commerce de détail

Les données du chiffre d'affaires dans le commerce de détail sont basées sur une enquête conjoncturelle mensuelle organisée par la Direction générale Statistique-Statistics Belgium. Il s'agit d'une enquête mensuelle obligatoire<sup>12</sup> qui couvre les activités répertoriées sous les codes NACE 47.11 à 47.99 de la section G de la nomenclature NACE Rév.2 des activités économiques dans la Communauté européenne, lesquelles activités sont groupées en 4 catégories, à savoir : les entreprises de commerce de détail à départements multiples, les supermarchés, les entreprises de commerce de détail à succursales et les autres entreprises de commerce de détail. Cette enquête conjoncturelle présente, d'une part, les chiffres à prix courants et à prix constants, ce qui permet de mettre en évidence l'effet-prix (un déflateur mensuel des ventes y est repris) et, d'autre part, opère des regroupements NACE du commerce de détail.

#### 4.1.1 Le chiffre d'affaires du commerce de détail

Graphique 4-1 : Chiffre d'affaires du commerce de détail à prix courants et constants - Indice brut (2010 = 100)



Source : DG Statistique- Statistics Belgium

Après avoir stagné au cours de la crise, les indices bruts du commerce de détail, tant en valeur qu'en volume, se sont ensuite inscrits à la hausse à partir de 2010 pour afficher une croissance de +8,2% pour l'indice en valeur et de +2,8% pour l'indice en volume. Sur l'horizon temporel 2008-2014, ces taux ont atteint respectivement +10,1% pour l'indice en valeur et +3,1% pour l'indice en volume.

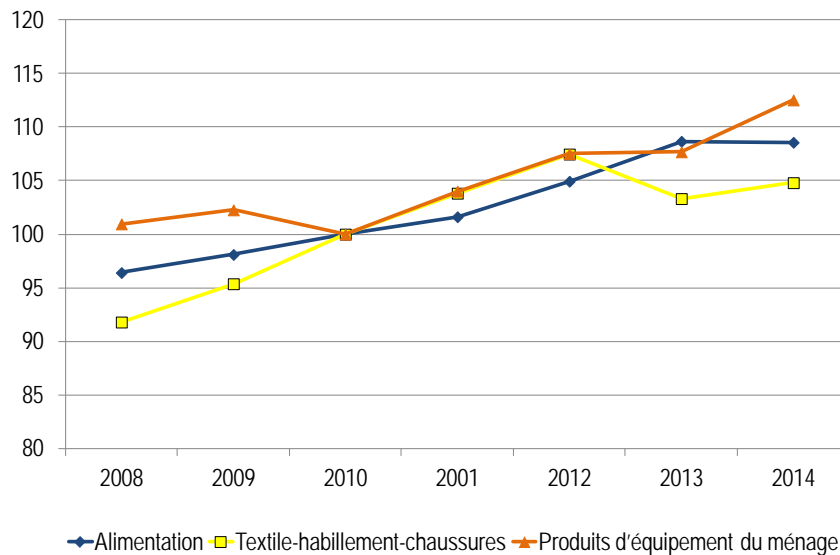
Largement dicté par les évolutions en quantité, l'indice brut du commerce de détail en valeur a progressé à un rythme moins soutenu à partir de 2012. De +3,4% sur un an en 2011, le taux de croissance s'est progressivement réduit pour se limiter à +0,3% en 2014.

<sup>12</sup> Le cadre juridique est fixé par les arrêtés suivants : le règlement CE n° 1165/98 du Conseil du 19 mai 1998 concernant les statistiques conjoncturelles, l'arrêté royal du 4 février 1965 modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1969 et l'arrêté royal du 22 décembre 1967 modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1971

Comme il ressort du graphique précédent, entre 2010 et 2013, le profil d'évolution du commerce de détail en quantité est similaire à celui du commerce de détail en valeur. En 2014, les données en volume traduisent cependant une croissance annuelle plus soutenue (+1,0% contre +0,3%).

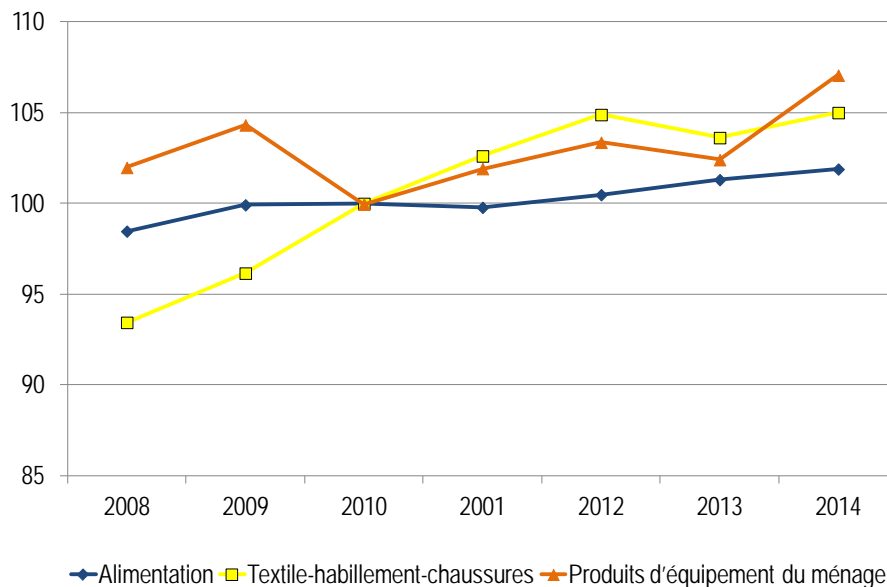
#### 4.1.2 Le chiffre d'affaires dans différents regroupements du commerce de détail

Graphique 4-2 : Chiffre d'affaires à prix courants dans diverses branches du commerce de détail



Source : DG Statistique- Statistics Belgium

Graphique 4-3 : Chiffre d'affaires à prix constants dans diverses branches du commerce de détail



Source : DG Statistique- Statistics Belgium

### ***L'alimentation***

En 2008, le taux de croissance des ventes alimentaires à prix courants a augmenté en moyenne de +3,2% par rapport à son niveau de 2007, alors que le volume des ventes a diminué de 0,6%. Cependant, sur la période 2008-2014, les deux indices ont suivi la même tendance haussière, affichant une hausse moyenne de +12,6% pour les ventes en valeur et de +3,5% pour les ventes en volume.

Reflète partiel de l'incidence des prix, en 2014, les ventes du commerce de détail alimentaire en valeur ont diminué de 0,1% par rapport à leur niveau de 2013 alors que le volume des ventes alimentaires s'est accru de +0,6% par rapport à 2013.

### ***Le secteur textile, habillement et chaussures***

Entre 2008 et 2014, les ventes dans la branche « textile, habillement et chaussure », se sont inscrites à la hausse, tant en valeur qu'en volume, avec respectivement une croissance moyenne de 14,2% et 12,4%. En 2014, les ventes de la branche textile ont également crû par rapport à leur niveau de 2013, de +1,4% (à prix courants) et de +1,3% (à prix constants).

### ***Les produits d'équipement du ménage***

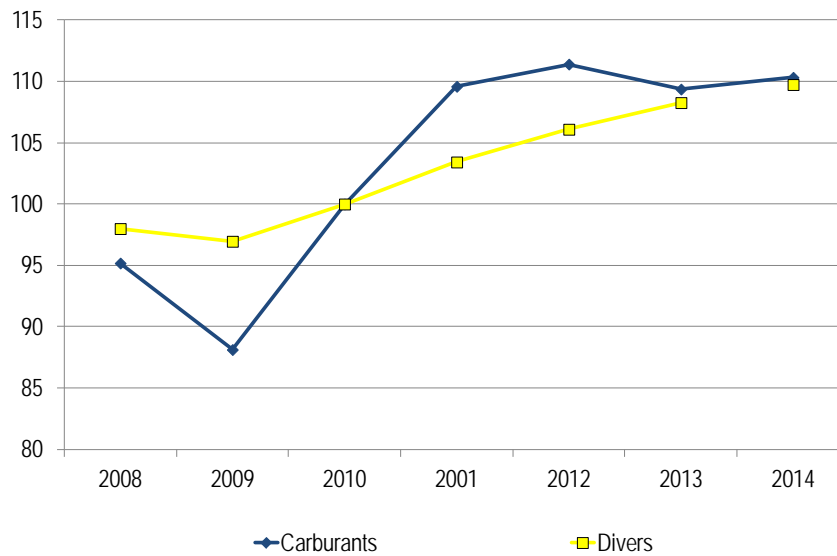
Après une année 2010 moins favorable, caractérisée par une diminution des ventes sur un an, tant en valeur (-2,2%) qu'en volume (-4,2%), 2011 a été une année de reprise pour la branche « produits d'équipement du ménage ». Au cours de l'année 2011, les ventes ont dès lors augmenté à un an d'écart tant en valeur (+4,0%) qu'en volume (+2,0%).

Ce mouvement haussier a ensuite connu une faible croissance jusqu'en 2013 qui a enregistré le taux le plus faible sur l'horizon 2008-2014 (+0,2%).

En 2014, les ventes, tant en valeur qu'en volume, ont connu à nouveau un rebond en progressant de +4,5% par rapport à leur niveau de 2013.

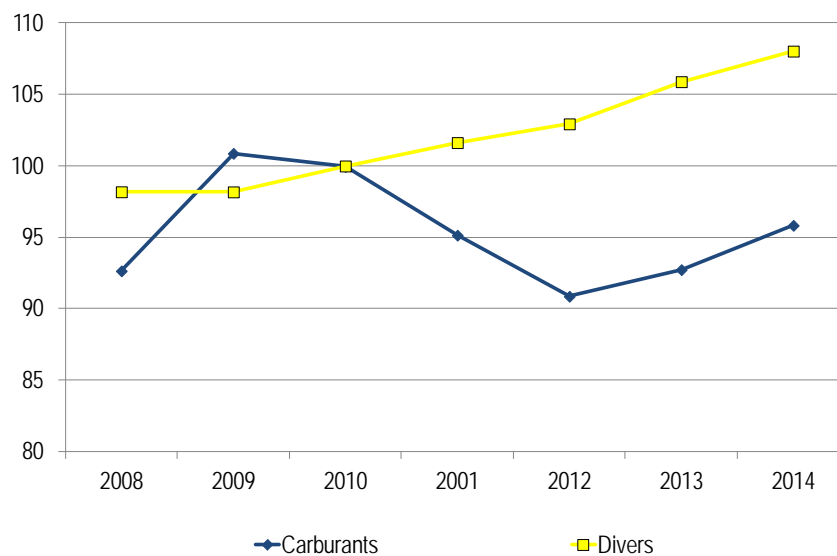
Sur la période 2008-2014, les ventes de la branche « produits d'équipement du ménage » se sont orientées à la hausse, avec un taux de croissance de 11,5% pour les ventes à prix courants et de +5,0% pour celles à prix constants.

Graphique 4-4 : Chiffre d'affaires à prix courants dans les carburants et divers



Source : DG Statistique- Statistics Belgium

Graphique 4-5 : Chiffre d'affaires à prix constants dans les carburants et divers



Source : DG Statistique- Statistics Belgium

### *Les carburants*

Sur la période 2008-2014, les ventes de carburants en valeur ont progressé de +15,9% contre une hausse de 3,4% pour les ventes en volume sur la même période. En 2014, les ventes de carburants en valeur ont augmenté de +0,9% sur un an après avoir diminué de 1,8% en 2013.

Les évolutions en volume traduisent des variations plus significatives en 2014 (+3,3%) et en 2013 (+2,1%) après avoir connu des baisses graduelles entre 2010 et 2012.

### Les produits divers

Entre 2008 et 2014, la tendance générale des ventes des produits divers est haussière tant pour les ventes à prix courants que pour celles à prix constants. Ainsi, les ventes à prix courants ont progressé de +12,0% contre une croissance de +10,0% pour les ventes à prix constants.

En 2014, la tendance à la hausse des ventes dans la branche « Produits divers » se confirme tant à prix courants (+1,4%) qu'à prix constants (+2,0%).

#### 4.2 Immatriculation des ventes de voitures neuves et d'occasion

Tableau 4-1 : Achats de voitures neuves et d'occasion

Périodes	Parc des véhicules privés		Immatriculations de voitures neuves		Immatriculations de voitures occasions		Immatriculations totales neuves & occasions	
	Nombre	Evolution en %	Nombre	Evolution en %	Nombre	Evolution en %	Nombre	Evolution en %
2007	5.048.723	1,5%	529.025	-0,2%	662.496	-4,9%	1.191.521	-2,9%
2008	5.130.578	1,6%	540.542	2,2%	653.109	-1,4%	1.193.651	0,2%
2009	5.192.566	1,2%	479.920	-11,2%	681.766	4,4%	1.161.686	-2,7%
2010	5.276.283	1,6%	551.661	14,9%	676.572	-0,8%	1.228.233	5,7%
2011	5.407.015	2,5%	577.382	4,7%	745.858	10,2%	1.323.240	7,7%
2012	5.443.807	0,7%	490.711	-15,0%	727.403	-2,5%	1.218.114	-7,9%
2013	5.493.472	0,9%	490.369	-0,1%	738.926	1,6%	1.229.295	0,9%
2014	5.555.499	1,1%	487.711	-0,5%	738.094	-0,1%	1.225.805	-0,3%

Source : DG Statistique- Statistics Belgium

En 2014, le parc des véhicules privés a augmenté de 1,1% par rapport à l'année 2013, passant de 5.493.472 véhicules en 2013 à 5.555.499 véhicules. Sur la période 2007-2014, le parc de véhicules est en augmentation continue (+10,0%), passant de 5.048.728 véhicules en 2007 à 5.555.499 véhicules en 2014.

Les ventes de voitures neuves et d'occasions ont diminué de 0,3% en 2014 par rapport en 2013, revenant de 1.229.295 nouvelles immatriculations en 2013 à 1.225.805 nouvelles immatriculations en 2014, ce qui représente une diminution de 0,5% pour les voitures neuves et de 0,1% pour les voitures d'occasions. Sur la période 2007-2014, les ventes totales des véhicules neufs et d'occasions ont connu une progression limitée (+2,9%), passant de 1.191.521 nouvelles immatriculations en 2007 à 1.225.805 nouvelles immatriculations en 2014.

L'année 2011 a été une année record en termes de nouvelles immatriculations de voitures neuves et d'occasions, avec 1.323.240 nouvelles immatriculations % dont 745.858 ventes de voitures d'occasions et 577.382 ventes de voitures neuves. En effet, l'introduction des plaques européennes en novembre 2010, le retard dans les radiations d'anciennes plaques qu'elle a occasionné à la DIV, ainsi que l'anticipation des consommateurs sur la fin des primes<sup>13</sup> fédérales sur factures pour les voitures particulières à faibles émissions de CO<sub>2</sub> et l'abattement fiscal pour les voitures électriques, motos, tricycles et quadricycles ont contribué à la forte croissance de nouvelles immatriculations (+4,7%) et donc du parc des véhicules (+2,5%) en 2011<sup>14</sup>.

<sup>13</sup> Cette fin des primes pour les particuliers a été décidée dans le cadre de l'accord du 11 octobre 2011 qui esquisse les contours de la sixième réforme de l'État où les partis de la majorité fédérale ont décidé de couper dans toute une série d'incitatifs fiscaux portant sur les dépenses d'économie d'énergie des particuliers.

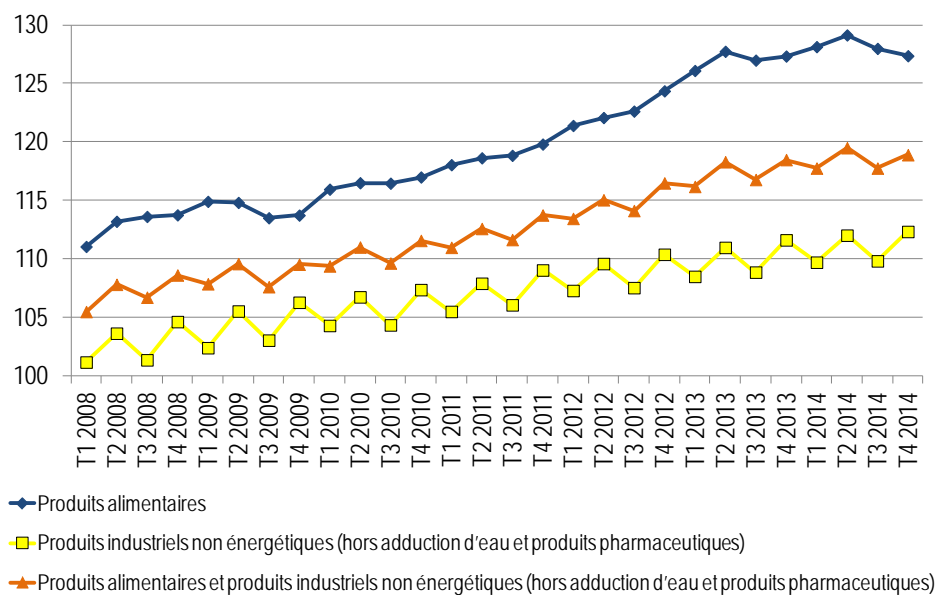
<sup>14</sup> A partir de la fin 2010, les statistiques sont peut-être surestimées à cause de l'introduction des plaques européennes et il conviendrait de prendre les statistiques de nouvelles immatriculations avec toutes les précautions d'usage qui s'imposent.

### 4.3 Évolution des prix à la consommation dans le commerce de détail

Entre 2008 et 2014, tant les prix moyens à la consommation des produits alimentaires (+13,5%) que des autres produits vendus dans le commerce de détail<sup>15</sup> (+8,1%) ont augmenté. Ensemble, ces produits représentent près de la moitié du panier de consommation total. Au sein de la catégorie des produits alimentaires, la tendance haussière est imputable en premier lieu aux produits alimentaires transformés, dont les prix ont progressé de 15,1% en moyenne au cours de la période considérée. En enregistrant une hausse de prix moyenne de 10,9%, les produits alimentaires non transformés y ont également contribué. L'accélération du rythme de progression des prix du groupe hétérogène des biens industriels non énergétiques s'explique principalement par les hausses de prix au sein des catégories « textiles et habillement » (+8,8%) et « divers » (+13,1%) (dont relèvent des biens durables, semi-durables et non durables). Par contre, les appareils électriques ont coûté sensiblement moins cher en 2014, soit une baisse de 17,6% par rapport à 2008.

Les prix des produits alimentaires et non alimentaires se caractérisent par une tendance haussière quasiment continue. La courbe irrégulière des produits non alimentaires est liée aux périodes de soldes.

Graphique 4-6 : Evolution des prix des produits alimentaires et des produits industriels non énergétiques (Indice 2005=100)



Source : DG Statistique - Statistics Belgium, Eurostat

Au cours de l'année écoulée (voire même sur une période d'un an et demi), les variations de prix semblaient moins prononcées dans le secteur sous revue. En effet, les prix des produits alimentaires et des biens industriels non énergétiques n'ont progressé que de 0,9% en 2014. Plus précisément, les produits alimentaires transformés ont coûté 2,2% plus cher, tandis que les produits alimentaires non transformés ont connu une baisse de prix de 1,3%. Au sein des biens industriels non énergétiques, les prix des appareils électriques ont diminué de 2,2%, contre une hausse d'environ 1% pour les autres catégories.

<sup>15</sup> Ces calculs sont basés sur l'évolution des prix à la consommation publiée par Eurostat (<http://ec.europa.eu/eurostat/web/hicp/data/database>). Certains témoins tels que la distribution d'eau et les produits pharmaceutiques n'entrent pas en ligne de compte dans le présent rapport sur la conjoncture économique, dans la mesure où ces témoins ne sont pas distribués par l'intermédiaire du commerce de détail traditionnel.



Tableau 4-2 : Variations des prix des produits alimentaires et des biens industriels non énergétiques (variation annuelle en pourcentage, sauf mention contraire)

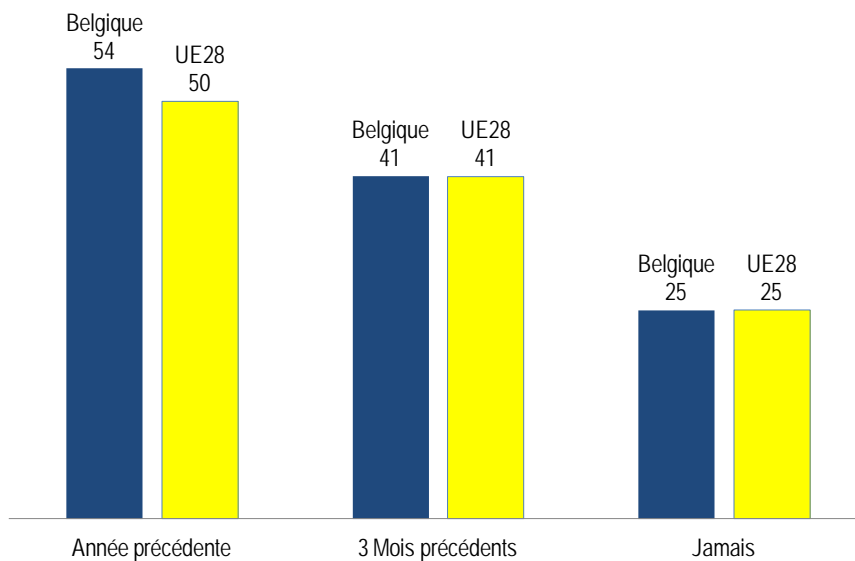
	Variation de prix 2008-2014	Variation de prix 2013-2014	Poids
<b>Produits alimentaires</b>	<b>13,5%</b>	<b>0,9%</b>	<b>21,2%</b>
Produits alimentaires transformés	15,1%	2,2%	13,1%
Produits alimentaires non transformés	10,9%	-1,3%	8,1%
<b>Produits industriels non énergétiques (hors adduction d'eau et produits pharmaceutiques)</b>	<b>8,1%</b>	<b>0,9%</b>	<b>27,3%</b>
Textiles et habillement	8,8%	1,2%	8,7%
Voitures	3,2%	1,1%	4,9%
Électronique	-17,6%	-2,2%	2,2%
Divers	13,1%	1,0%	11,4%

Source : DG Statistique - Statistics Belgium, Eurostat

## 4.4 Le commerce électronique

### 4.4.1 Achats en ligne des entreprises aux consommateurs

Graphique 4-7 : Achats en ligne (population de 16 à 74 ans) (2014)



Sources : DG Statistique - Statistics Belgium, Eurostat

Durant l'année écoulée, 54% de la population belge (entre 16 et 74 ans) a effectué des achats en ligne. En 2014, notre pays a ainsi dépassé le seuil de 50% fixé par la stratégie numérique pour l'Europe, alors que nos pays voisins l'avaient franchi depuis longtemps déjà. Au cours des **trois mois** précédant l'enquête, 41% de la population a réalisé des achats en ligne. Par contre, 25% de la population belge n'a **jamais** acheté de produits par voie électronique, soit quasiment une réduction de moitié par rapport à 2008, lorsque 48% de la population déclarait n'avoir jamais acheté en ligne, tandis que seulement 21% de la population avait effectué des achats en ligne au cours de l'année écoulée.

Tableau 4-3 : Achats en ligne au cours de l'année écoulée (en % de la population entre 16 et 74 ans)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
UE28	32	36	40	42	44	47	50
Belgique	21	36	38	43	45	48	54
Allemagne	53	56	60	64	65	69	70
France	40	44	54	53	57	59	62
Pays-Bas	56	63	67	69	65	69	71
Royaume-Uni	57	66	67	71	73	77	79

Sources : DG Statistique - Statistics Belgium, Eurostat

81% des acheteurs en ligne ont effectué des achats en Belgique, mais 67% sont également passés par des boutiques en ligne en dehors de nos frontières. Dans nos pays voisins, les achats domestiques s'avéraient plus nombreux, tandis que les achats à l'étranger avaient moins la cote. Bien que le commerce électronique belge surfe sur une vague ascendante, il n'atteint toujours pas le niveau des pays voisins, ce qui se traduit par un report non négligeable sur les achats à l'étranger.

Tableau 4-4 : Achats en ligne selon l'origine

Achats en ligne (% de la population ayant commandé des biens ou des services sur internet au cours de l'année précédente)	Intérieur				A l'étranger			
	2011	2012	2013	2014	2011	2012	2013	2014
UE28	91	91	89	88	28	30	32	36
Belgique	77	77	80	81	58	60	61	67
Allemagne	97	98	94	94	17	18	20	22
France	91	91	88	84	32	34	37	39
Pays-Bas	93	93	95	94	25	26	29	37
Royaume-Uni	95	96	93	91	26	27	28	34

Sources : DG Statistique - Statistics Belgium, Eurostat

50% des personnes qui ont effectué des achats en ligne l'année dernière, ont réservé un hôtel ou un logement en ligne. Parmi les achats les plus populaires figuraient l'habillement (achats par 47% des personnes ayant eu recours au commerce électronique l'année dernière), les tickets pour des événements (39%), les livres (27%) et les produits ménagers (2%). En 2010, il s'agissait surtout des vacances (45%), des tickets (37%), de l'habillement (29%) et des livres (24%). La plus nette progression est à mettre à l'actif du secteur de l'habillement. Les achats en ligne d'équipements électroniques ont aussi fortement progressé. Toutefois, les chiffres ne nous informent que sur l'ampleur de la progression, mais pas sur le montant des achats, ni sur leur fréquence ou encore sur la concurrence dans le secteur. Ainsi, il se peut que les achats d'équipements électroniques soient moins fréquents que l'habillement par exemple, mais que leur montant soit plus élevé.

Tableau 4-5 : Achats en ligne par catégorie de produits

Biens ou services commandé sur internet pour usage privé (% de la population ayant commandé sur internet au cours de l'année précédente)	Belgique		UE	
	2010	2014	2010	2014
Voyages et hébergements de vacance	45	50	51	54
Vêtements ou articles de sport	29	47	47	59
Billets de spectacle	37	39	35	40
Livres, magazine, journaux	24	27	38	39
Articles domestiques	19	26	35	41
Films/musique	20	21	32	28
Logiciels	19	18	29	24
Appareils électroniques	11	17	25	27
Autres	18	17	11	15
Logiciels (en ligne)	13	14	18	12
Film/ musique (en ligne)	-	13	14	17
Services de télécommunications	10	13	16	20
Matériel informatique	12	11	18	21
Livres, magazine, journaux (en ligne)	-	11	9	16
Denrées alimentaires	6	9	13	18
Actions, services financiers, assurance	9	6	11	13
Médicaments	1	4	10	11

Sources : DG Statistique - Statistics Belgium, Eurostat

#### 4.4.2 Achats en ligne d'entreprises à entreprises

En 2014, 16% des PME (de 10 à 249 salariés) ont réalisé des achats en ligne (site Internet), soit un pourcentage en deçà de l'objectif fixé par la stratégie numérique pour l'Europe (33% d'ici à 2015). La proportion de PME ayant utilisé les réseaux informatiques (site Internet ou EDI<sup>16</sup>) pour effectuer des achats s'élevait à 32,2%, contre à peine 20% en 2013.

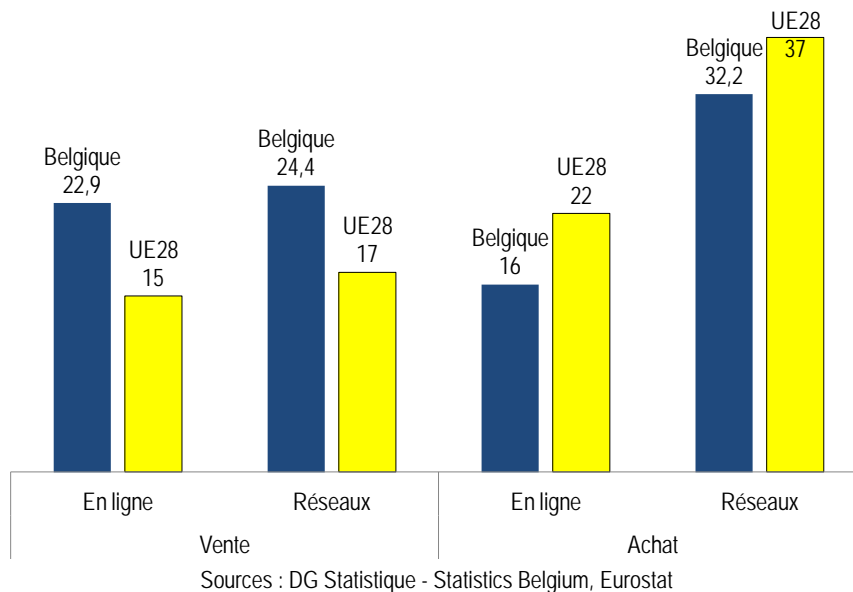
Le secteur en charge de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques et de la fabrication de machines et d'équipements n.c.a. était particulièrement actif dans le commerce électronique (28% des achats en ligne), tout comme le commerce de gros et de détail (22%).

Les secteurs ayant utilisé les réseaux informatiques afin d'effectuer leurs achats étaient principalement le secteur de la construction (31%), le commerce de gros et de détail (38%) et le secteur agrégé (C10-C18) en charge de la fabrication de produits alimentaires, de boissons, de produits à base de tabac, de textiles, d'articles en bois et en papier (30%).

<sup>16</sup> Par le biais d'un site Internet ou d'un processus automatique (ventes de type EDI) se basant sur l'échange de données informatisé ou sur le langage de balisage extensible (XML) par exemple.

### 4.4.3 Ventes en ligne

Graphique 4-8 : Utilisation du commerce électronique dans les PME en 2014 (en % des entreprises)



En Belgique, 22,9% des PME ont vendu des produits en ligne en 2014 (au moins 1% de leur chiffre d'affaires), tandis que 24,4% des PME ont eu recours aux réseaux informatiques pour leurs ventes. La stratégie numérique pour l'Europe fixe à 33% la proportion de PME qui devraient effectuer des ventes en ligne d'ici à 2015. Même si cette proportion était en progression en 2014, cet objectif n'est toujours pas atteint.

34% des entreprises issues du commerce de gros et de détail ont réalisé des ventes en ligne, contre une proportion de 29% pour les entreprises en charge de la fabrication de produits alimentaires, de boissons, de produits à base de tabac, de textiles, d'articles en bois et en papier. Aucune donnée n'est disponible pour le secteur hôtelier, un acteur important dans les ventes en ligne.

Au sein du commerce de gros et de détail, 36% des entreprises ont utilisé les réseaux informatiques pour distribuer leurs produits. Cette proportion s'élevait à 29% dans le secteur de la fabrication de produits alimentaires, de boissons, de produits à base de tabac, de textiles, d'articles en bois et en papier. Pour cet indicateur également, aucune donnée n'est disponible pour le secteur hôtelier.

64,6% des ventes en ligne réalisées par des PME belges (de 10 à 249 salariés) s'adressaient aux entreprises et aux pouvoirs publics, contre 52,4% aux consommateurs.

#### *Chiffre d'affaires*

En 2014, la **part du chiffre d'affaires** des entreprises (comptant plus de dix salariés) provenant du commerce électronique s'établissait à 21,8%, contre 13,5% un an plus tôt. Le commerce électronique a permis à l'industrie manufacturière de générer 32,1% de son chiffre d'affaires. En ce qui concerne la réparation d'ordinateurs et d'équipements de communication, la part du commerce électronique dans le chiffre d'affaires atteignait 21,6%, tandis qu'elle se chiffrait à 19,4% dans le secteur des transports. Dans le commerce de gros et de détail, elle atteignait à peine 14,7%, contre encore 15,2% en 2013. En 2012, le secteur de l'hébergement avait réalisé 32% de son chiffre d'affaires grâce au commerce électronique, mais aucune donnée n'est disponible pour l'année 2014.

Tableau 4-6 : Chiffre d'affaires provenant du commerce électronique

Pourcentage du chiffre d'affaires total des entreprises réalisé par le commerce électronique	Belgique (2014)	UE28 (2014)
Industries alimentaires; fabrication de boissons et de produits à base de tabac, cuir, textiles, bois, articles en papier; imprimerie et reproduction (10 personnes employées ou plus)	n.d.	22
Industrie manufacturière (10 personnes employées ou plus)	32	19
Fabrication de pétrole, produits chimiques, pharmaceutiques, caoutchouc et plastiques (10 personnes employées ou plus)	n.d.	16
Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements (10 personnes employées ou plus)	n.d.	13
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, équipement électronique, véhicules automobiles et autre matériel de transport, meubles, bijouterie, instruments de musique, jouets, réparation et installation de machines et équipements (10 personnes employées ou plus)	n.d.	21
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur, d'air conditionné et d'eau (10 personnes employées ou plus)	18	9
Construction (10 personnes employées ou plus)	2	2
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles (10 personnes employées ou plus)	15	15
Transports et entreposage (10 personnes employées ou plus)	19	22
Hébergement (10 personnes employées ou plus)	n.d.	28
Secteur des TIC (10 personnes employées ou plus)	n.d.	22
Information et communication (10 personnes employées ou plus)	11	18
Activités immobilières (10 personnes employées ou plus)	2	2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques, à l'exception des activités vétérinaires (10 personnes employées ou plus)	9	4
Activités de services administratifs et de soutien (10 personnes employées ou plus)	9	10

Sources : DG Statistique - Statistics Belgium, Eurostat

### Obstacles

En 2013, 50% des PME (de 10 à 249 salariés) qui ne vendaient pas leurs produits sur un site Internet, déclaraient que ceux-ci ne s'adaptait pas à la vente en ligne. Pour 24% des entreprises, il était question d'un problème de logistique. Enfin, pour 20% des entreprises, la vente en ligne représentait un coût trop élevé par rapport aux recettes générées.

Tableau 4-7 : Obstacles à la vente en ligne

Obstacles cités par des entreprises (PME, 10-249 employées) qui ne vendent pas en ligne	Belgique	UE28
Les biens / services de l'entreprise ne sont pas adaptés	50	50
Problèmes de logistique (transport ou livraison de biens ou de services)	24	21
Le coût de la mise en place des ventes web est trop élevé par rapport aux avantages	20	22
Problèmes liés aux paiements	18	15
Problèmes liés à la sécurité des TIC ou à la protection des données	16	14
Problèmes liés au cadre juridique	14	13

Sources : DG Statistique - Statistics Belgium, Eurostat

## 4.5 Principales conclusions

### *Enquête auprès du commerce de détail*

Après avoir stagné au cours de la crise, les **indices bruts du commerce de détail**, tant en valeur qu'en volume, se sont inscrits à la hausse à partir de 2010 pour croître de +8,2% en valeur et de +2,8% en volume. Sur l'horizon temporel 2008-2014, ces taux ont atteint respectivement +10,1% en valeur et +3,1% en volume.

Entre 2008 et 2014, les **ventes alimentaires** à prix courants (+12,6%) et en volume (+3,5%) ont suivi la même tendance haussière. Reflet partiel de l'incidence des prix, en 2014, les ventes alimentaires en valeur ont diminué de 0,1% par rapport à leur niveau de 2013 alors que le volume des ventes alimentaires s'est accru de +0,6%.

Entre 2008 et 2014, les **ventes dans la branche « textile, habillement et chaussure »** se sont inscrites à la hausse, tant en valeur (+14,2%) qu'en volume (+12,4%). En 2014, les ventes du secteur ont également crû à un an d'écart, de +1,4% (à prix courants) et de +1,3% (à prix constants).

Après une année 2010 moins favorable, les **ventes des produits d'équipement du ménage** ont renoué avec la croissance à partir de 2011 (+2,0%) avant de décrocher en 2013. En 2014, les ventes, tant en valeur qu'en volume, ont connu à nouveau un rebond (+4,5% sur un an).

Sur la période 2008-2014, les ventes de la branche « produits d'équipement du ménage » se sont orientées à la hausse, avec un taux de croissance de 11,5% pour les ventes à prix courants et de +5,0% pour celles à prix constants.

Au cours de la période 2008-2014, les **ventes de carburants** ont progressé de +15,9% en valeur et de 3,4% en volume. En 2014, ces ventes ont augmenté de +0,9% en valeur sur un an après avoir diminué de 1,8% en 2013. Les évolutions en volume traduisent des variations plus significatives en 2014 (+3,3%) et en 2013 (+2,1%) après avoir connu des baisses graduelles entre 2010 et 2012 .

Entre 2008 et 2014, la tendance générale des **ventes des produits divers** est haussière tant pour les ventes à prix courants (+12,0%) que pour celles à prix constants (+10,0%). En 2014, la tendance à la hausse des ventes dans la branche « Produits divers » se confirme tant à prix courants (+1,4%) qu'à prix constants (+2,0%).

### *Immatriculations de voitures*

En 2014, le **parc des véhicules privés** a augmenté de 1,1% par rapport à 2013, passant de 5.493.472 véhicules en 2013 à 5.555.499 véhicules. Sur la période 2007-2014, le parc de véhicules est en augmentation continue (+10,0%) pour atteindre 5.555.499 véhicules en 2014.

Les **ventes de voitures neuves et d'occasions** ont diminué de 0,3% en 2014 par rapport en 2013, revenant de 1.229.295 nouvelles immatriculations en 2013 à 1.225.805 nouvelles immatriculations en 2014, ce qui représente une baisse de 0,5% pour les voitures neuves et de 0,1% pour les voitures d'occasions. Sur la période 2007-2014, les ventes totales des véhicules neufs et d'occasions ont connu une progression limitée (+2,9%) pour s'établir à 1.225.805 nouvelles immatriculations en 2014.

### *Prix à la consommation*

Entre 2008 et 2014, tant les **prix moyens à la consommation** des produits alimentaires (+13,5%) que des autres produits vendus dans le commerce de détail (+8,1%) ont considérablement augmenté. Ensemble, ces produits représentent près de la moitié du panier de consommation total. Au sein de la catégorie des produits alimentaires, la tendance haussière est imputable aux produits alimentaires transformés (+15,1% par rapport à 2008) et aux produits alimentaires non transformés (+10,9%). La progression observée au sein du groupe hétérogène des biens industriels non énergétiques est principalement à mettre à l'actif des textiles et de l'habillement (+8,8%) et de la catégorie « divers » (+13,1%). Par contre, les appareils électriques ont coûté moins cher (-17,6% par rapport à 2008). Au cours de l'année écoulée, les variations de prix semblaient moins prononcées dans le secteur sous revue. En effet, les prix des produits alimentaires et des biens industriels non énergétiques n'ont progressé que de 0,9% en 2014.

### *Commerce électronique*

Le **commerce électronique** a actuellement le vent en poupe. En effet, 54% de la population belge (entre 16 et 74 ans) a effectué des achats en ligne au cours de l'année écoulée. En 2014, notre pays a ainsi atteint l'objectif fixé par la stratégie numérique pour l'Europe (50%) alors que nos pays voisins l'avaient franchi depuis longtemps déjà. 81% des acheteurs en ligne ont effectué des achats en Belgique, mais 67% sont également passés par des boutiques en ligne en dehors de nos frontières. Ce dernier chiffre est toutefois nettement supérieur à la moyenne de nos pays voisins. La Belgique ne fait donc pas encore jeu égal avec ses pays voisins en matière de commerce électronique, même si celui-ci connaît un succès grandissant. Parmi les achats les plus populaires figuraient l'habillement (achats par 47% des personnes ayant eu recours au commerce électronique l'année dernière), les tickets pour des événements (39%), les livres (27%) et les produits ménagers (26%). L'habillement et les équipements électroniques ont connu la plus forte progression entre 2010 et 2014 (respectivement +62,1% et +54,5%).

En 2014, 32,2% des PME ont utilisé les réseaux informatiques pour effectuer des achats, tandis que 22,9% d'entre elles les ont utilisés pour distribuer leurs produits. Par ailleurs, les entreprises ont déclaré que le commerce électronique leur avait permis de générer quelque 21,8% de leur chiffre d'affaires en 2014. Le caractère inadapté des produits ou des services proposés constitue l'obstacle le plus fréquemment cité pour ne pas se lancer dans la vente en ligne.

## 5 Annexes

Tableau 5-1 : Chiffre d'affaires selon les données TVA

	Montant en milliers d'euros													
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2013-II	2013-III	2013-IV	2014-I	2014-II	2014-III	2014-IV
45	90.918.527	73.389.120	82.515.819	88.834.811	85.393.373	88.024.632	92.365.976	22.038.610	20.113.415	23.406.725	23.769.969	23.178.288	21.264.940	24.152.779
451	69.990.691	55.085.623	61.240.107	65.336.509	63.006.741	64.090.496	69.024.852	16.020.191	14.238.230	16.990.014	17.850.616	17.172.634	16.019.420	17.982.182
452	6.002.303	6.014.043	5.184.216	5.499.430	5.209.068	5.315.427	5.026.670	1.331.930	1.178.783	1.531.475	1.257.959	1.277.334	1.109.780	1.381.597
453	13.921.702	11.506.758	15.361.287	17.331.133	16.510.612	17.940.718	17.665.680	4.454.555	4.538.206	4.754.729	4.493.725	4.536.166	3.987.262	4.648.527
454	1.003.831	782.696	730.209	667.739	666.952	677.991	648.774	231.934	158.196	130.507	167.669	192.154	148.478	140.473
46	307.497.397	270.202.454	314.892.513	352.821.168	365.769.640	362.709.747	365.651.749	92.589.655	87.199.196	92.681.485	90.591.351	91.977.682	89.179.983	93.902.733
461	14.834.222	12.733.286	14.759.391	18.271.469	18.063.062	17.681.841	14.942.904	4.535.018	4.238.288	4.229.160	3.693.481	3.815.053	3.684.424	3.749.946
462	8.191.346	7.290.488	7.517.065	7.834.698	8.124.146	8.540.084	8.371.753	2.352.525	1.908.869	2.120.593	2.162.811	2.332.801	1.871.266	2.004.875
463	39.089.773	38.438.498	41.595.619	43.630.734	45.239.729	47.812.556	48.166.727	12.180.446	12.073.019	12.552.151	11.334.945	12.505.698	12.124.433	12.201.651
464	77.763.227	80.869.723	86.759.548	91.177.595	92.747.715	89.739.263	93.006.399	22.299.473	21.845.042	22.605.347	22.605.806	22.173.821	22.652.181	25.574.591
465	11.735.754	9.563.696	10.431.036	9.679.390	8.935.545	8.579.748	8.518.654	2.098.378	1.945.420	2.444.013	2.081.658	2.010.573	1.961.357	2.465.066
466	25.117.055	20.646.787	23.115.175	26.489.171	26.483.453	26.038.994	27.126.984	6.757.047	6.301.344	6.712.456	6.804.616	6.943.803	6.366.016	7.012.549
467	124.469.604	94.791.878	126.273.402	151.449.533	163.092.304	161.307.225	161.650.519	41.653.851	38.090.628	41.227.597	40.958.620	41.203.874	39.517.792	39.970.233
469	6.296.416	5.868.098	4.441.277	4.288.578	3.083.686	3.010.036	3.867.809	712.917	796.586	790.168	949.414	992.059	1.002.514	923.822
47	77.645.795	78.956.881	84.226.637	86.734.346	88.780.670	90.001.815	91.288.038	22.363.005	22.024.742	24.291.168	21.636.323	22.710.155	22.123.296	24.818.264
471	30.319.371	31.910.788	34.487.259	34.868.925	36.522.051	37.402.305	38.729.296	9.185.151	9.231.387	10.086.088	9.082.846	9.576.647	9.315.229	10.754.574
472	4.499.691	4.487.566	4.704.929	4.843.837	4.966.522	5.055.838	4.994.565	1.295.958	1.233.181	1.395.538	1.143.198	1.283.756	1.195.865	1.371.746
473	4.900.384	4.317.110	5.193.274	5.423.622	5.427.852	5.502.483	5.884.015	1.312.770	1.383.096	1.500.296	1.469.283	1.506.346	1.469.137	1.439.249
474	2.568.012	2.397.225	2.289.102	2.280.435	2.124.606	2.087.390	2.165.548	488.606	493.391	613.963	515.809	509.663	499.350	640.726
475	9.782.807	9.985.685	10.431.126	10.832.316	10.986.813	10.801.280	10.756.824	2.703.549	2.744.576	2.792.508	2.663.972	2.640.744	2.624.076	2.828.032
476	3.592.660	3.492.424	3.559.211	3.560.735	3.341.605	3.210.815	3.137.447	756.649	813.697	930.104	683.606	767.967	779.864	906.010
477	20.258.614	19.514.872	20.396.374	21.463.417	21.485.009	21.849.742	22.111.694	5.615.394	5.250.974	5.827.315	5.240.144	5.603.182	5.389.277	5.879.091
478	382.103	397.053	413.832	425.796	436.701	441.532	462.485	120.222	114.629	116.437	100.316	125.665	116.678	119.826
479	1.342.153	2.454.158	2.751.530	3.035.263	3.489.511	3.650.430	3.046.164	884.706	759.811	1.028.919	737.149	696.185	733.820	879.010
	Evolution à 1 an d'écart													
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2013-II	2013-III	2013-IV	2014-I	2014-II	2014-III	2014-IV
45		-19,3%	12,4%	7,7%	-3,9%	3,1%	4,9%		6,4%	10,7%	5,8%	5,2%	5,7%	3,2%
451		-21,3%	11,2%	6,7%	-3,6%	1,7%	7,7%		4,7%	9,3%	6,0%	7,2%	12,5%	5,8%
453		-17,3%	33,5%	12,8%	-4,7%	8,7%	-1,5%		13,5%	17,6%	7,2%	1,8%	-12,1%	-2,2%
454		-22,0%	-6,7%	-8,6%	-0,1%	1,7%	-4,3%		-6,9%	-0,4%	6,6%	-17,2%	-6,1%	7,6%
46		-12,1%	16,5%	12,0%	3,7%	-0,8%	0,8%		-0,8%	-0,6%	0,4%	-0,7%	2,3%	1,3%
461		-14,2%	15,9%	23,8%	-1,1%	-2,1%	-15,5%		-4,1%	-6,0%	-21,1%	-15,9%	-13,1%	-11,3%
462		-11,0%	3,1%	4,2%	3,7%	5,1%	-2,0%		1,6%	-0,4%	0,2%	-0,8%	-2,0%	-5,5%
463		-1,7%	8,2%	4,9%	3,7%	5,7%	0,7%		6,3%	5,0%	3,0%	2,7%	0,4%	-2,8%
464		4,0%	7,3%	5,1%	1,7%	-3,2%	3,6%		-3,0%	-4,8%	-1,7%	-0,6%	3,7%	13,1%
465		-18,5%	9,1%	-7,2%	-7,7%	-4,0%	-0,7%		-3,9%	-1,4%	-0,5%	-4,2%	0,8%	0,9%
466		-17,8%	12,0%	14,6%	0,0%	-1,7%	4,2%		1,8%	2,8%	8,6%	2,8%	1,0%	4,5%
467		-23,8%	33,2%	19,9%	7,7%	-1,1%	0,2%		-1,7%	0,2%	1,5%	-1,1%	3,7%	-3,0%
469		-6,8%	-24,3%	-3,4%	-28,1%	-2,4%	28,5%		9,1%	1,1%	33,7%	39,2%	25,9%	16,9%
47		1,7%	6,7%	3,0%	2,4%	1,4%	1,4%		2,8%	2,1%	1,5%	1,6%	0,4%	2,2%
471		5,2%	8,1%	1,1%	4,7%	2,4%	3,5%		4,3%	3,4%	2,1%	4,3%	0,9%	6,6%
472		-0,3%	4,8%	3,0%	2,5%	1,8%	-1,2%		1,5%	1,9%	1,1%	-0,9%	-3,0%	-1,7%
473		-11,9%	20,3%	4,4%	0,1%	1,4%	6,9%		4,6%	9,0%	12,5%	14,7%	6,2%	-4,1%
474		-6,7%	-4,5%	-0,4%	-6,8%	-1,8%	3,7%		0,0%	3,7%	5,0%	4,3%	1,2%	4,4%
475		2,1%	4,5%	3,8%	1,4%	-1,7%	-0,4%		2,3%	-4,2%	4,0%	-2,3%	-4,4%	1,3%
476		-2,8%	1,9%	0,0%	-6,2%	-3,9%	-2,3%		-2,2%	-5,4%	-3,8%	1,5%	-4,2%	-2,6%
477		-3,7%	4,5%	5,2%	0,1%	1,7%	1,2%		2,7%	3,0%	1,6%	-0,2%	2,6%	0,9%
478		3,9%	4,2%	2,9%	2,6%	1,1%	4,7%		2,5%	5,8%	11,2%	4,5%	1,8%	2,9%
479		82,9%	12,1%	10,3%	15,0%	4,6%	-16,6%		-4,6%	-1,3%	-24,5%	-21,3%	-3,4%	-14,6%

Source : DG Statistique - Statistics Belgium, données provisoires



Tableau 5-2 : Investissements selon les données TVA

	Montant en milliers d'euros														
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2013-II	2013-III	2013-IV	2014-I	2014-II	2014-III	2014-IV	
45	949.158	844.331	880.723	1.033.371	882.882	927.493	1.062.239	236.859	210.354	257.231	228.374	289.074	239.005	305.786	
451	627.391	515.631	499.985	695.489	606.912	656.592	784.039	169.186	151.619	179.578	170.883	226.495	168.554	218.107	
452	232.334	234.783	301.220	249.106	175.351	171.907	181.053	44.153	38.666	51.568	37.147	44.752	43.417	55.737	
453	68.998	74.764	60.060	74.806	87.453	87.220	80.904	20.895	17.743	22.431	17.476	14.034	22.280	27.114	
454	20.435	19.153	19.458	13.970	13.166	11.774	16.243	2.625	2.326	3.654	2.868	3.793	4.754	4.828	
46	2.350.382	1.875.982	1.993.095	2.131.022	2.043.110	1.962.992	1.905.726	521.354	413.340	603.563	440.569	496.404	430.861	537.892	
461	180.070	169.445	186.449	181.100	158.085	151.628	147.463	50.492	27.749	38.102	32.342	37.351	35.815	41.955	
462	104.129	93.231	94.633	104.156	93.472	86.085	94.983	23.975	19.253	23.162	22.132	25.230	23.348	24.273	
463	375.049	336.633	335.377	387.248	367.530	354.828	383.270	98.053	74.600	103.795	87.012	100.988	87.349	107.921	
464	379.471	357.685	497.762	456.407	464.753	395.664	414.997	96.421	91.617	119.877	105.792	101.782	94.520	112.903	
465	97.145	54.118	49.229	37.442	46.793	62.584	40.510	35.980	8.532	10.194	11.088	12.207	8.754	8.461	
466	392.394	274.816	287.077	306.486	327.297	332.305	295.904	74.026	68.953	118.295	60.252	86.458	70.185	79.009	
467	765.731	537.132	518.558	634.697	563.585	559.713	500.410	136.273	118.172	185.955	117.175	127.740	104.219	151.276	
469	56.393	52.922	24.010	23.486	21.595	20.185	28.189	6.134	4.464	4.183	4.776	4.648	6.671	12.094	
47	2.156.092	2.136.739	2.870.675	2.302.862	2.348.089	2.191.700	2.319.700	519.099	509.009	692.929	552.746	569.115	536.027	661.812	
471	697.217	674.504	1.432.838	846.363	959.553	818.890	958.806	187.087	204.388	258.224	222.269	223.104	229.975	283.458	
472	182.586	181.533	192.210	200.636	185.387	179.279	167.146	51.323	40.689	49.666	36.287	38.765	38.889	53.205	
473	54.489	45.730	40.038	39.752	35.330	74.809	35.427	6.807	6.786	55.783	6.315	8.551	7.774	12.787	
474	77.702	75.619	65.981	61.953	54.908	47.143	43.663	11.631	10.268	14.771	9.899	10.946	10.020	12.798	
475	298.615	305.610	295.893	282.320	285.596	255.787	299.261	67.932	54.440	74.937	77.117	85.272	57.713	79.159	
476	97.102	81.347	80.781	74.852	67.895	70.430	62.473	18.050	16.885	19.702	16.852	16.684	13.165	15.772	
477	701.404	711.609	705.724	736.799	698.316	686.318	695.417	160.218	163.823	200.117	172.758	170.842	165.665	186.152	
478	25.898	26.493	25.208	28.321	23.366	25.660	25.924	5.999	5.689	8.408	5.621	6.940	5.802	7.561	
479	21.079	34.294	32.002	31.866	37.738	33.384	31.583	10.052	6.041	11.321	5.628	8.011	7.024	10.920	
	Evolution à 1 an d'écart														
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2013-II	2013-III	2013-IV	2014-I	2014-II	2014-III	2014-IV	
45		-11,0%	4,3%	17,3%	-14,6%	5,1%	14,5%			12,4%	-3,5%	2,4%	22,0%	13,6%	18,9%
451		-17,8%	-3,0%	39,1%	-12,7%	8,2%	19,4%			21,3%	-2,5%	9,4%	33,9%	11,2%	21,5%
453		8,4%	-19,7%	24,6%	16,9%	-0,3%	-7,2%			-16,7%	-20,6%	-33,2%	-32,8%	25,6%	20,9%
454		-6,3%	1,6%	-28,2%	-5,8%	-10,6%	38,0%			14,0%	21,9%	-9,5%	44,5%	104,4%	32,1%
46		-20,2%	6,2%	6,9%	-4,1%	-3,9%	-2,9%			-16,0%	8,0%	3,7%	-4,8%	4,2%	-10,9%
461		-5,9%	10,0%	-2,9%	-12,7%	-4,1%	-2,7%			-20,9%	-7,8%	-8,3%	-26,0%	29,1%	10,1%
462		-10,5%	1,5%	10,1%	-10,3%	-7,9%	10,3%			-7,4%	3,0%	12,4%	5,2%	21,3%	4,8%
463		-10,2%	-0,4%	15,5%	-5,1%	-3,5%	8,0%			-7,6%	-0,7%	11,0%	3,0%	17,1%	4,0%
464		-5,7%	39,2%	-8,3%	1,8%	-14,9%	4,9%			-31,8%	5,3%	20,6%	5,6%	3,2%	-5,8%
465		-44,3%	-9,0%	-23,9%	25,0%	33,7%	-35,3%			-22,0%	-26,6%	40,7%	-66,1%	2,6%	-17,0%
466		-30,0%	4,5%	6,8%	6,8%	1,5%	-11,0%			-9,1%	38,3%	-15,2%	16,8%	1,8%	-33,2%
467		-29,9%	-3,5%	22,4%	-11,2%	-0,7%	-10,6%			-8,6%	9,1%	-1,8%	-6,3%	-11,8%	-18,6%
469		-6,2%	-54,6%	-2,2%	-8,1%	-6,5%	39,7%			-6,0%	-36,8%	-11,6%	-24,2%	49,4%	189,1%
47		-0,9%	34,3%	-19,8%	2,0%	-6,7%	5,8%			-1,8%	12,8%	17,4%	9,6%	5,3%	-4,5%
471		-3,3%	112,4%	-40,9%	13,4%	-14,7%	17,1%			0,1%	6,4%	31,4%	19,3%	12,5%	9,8%
472		-0,6%	5,9%	4,4%	-7,6%	-3,3%	-6,8%			-2,0%	-2,9%	-3,5%	-24,5%	-4,4%	7,1%
473		-16,1%	-12,4%	-0,7%	-11,1%	111,7%	-52,6%			14,3%	331,9%	16,2%	25,6%	14,6%	-77,1%
474		-2,7%	-12,7%	-6,1%	-11,4%	-14,1%	-7,4%			-21,0%	-2,7%	-5,5%	-5,9%	-2,4%	-13,4%
475		2,3%	-3,2%	-4,6%	1,2%	-10,4%	17,0%			-16,6%	-4,8%	31,9%	25,5%	6,0%	5,6%
476		-16,2%	-0,7%	-7,3%	-9,3%	3,7%	-11,3%			5,0%	24,7%	6,7%	-7,6%	-22,0%	-19,9%
477		1,5%	-0,8%	4,4%	-5,2%	-1,7%	1,3%			2,3%	11,8%	6,5%	6,6%	1,1%	-7,0%
478		2,3%	-4,9%	12,3%	-17,5%	9,8%	1,0%			12,7%	24,9%	1,0%	15,7%	2,0%	-10,1%
479		62,7%	-6,7%	-0,4%	18,4%	-11,5%	-5,4%			-11,9%	-6,5%	-5,7%	-20,3%	16,3%	-3,5%

Source : DG Statistique - Statistics Belgium, données provisoires

Tableau 5-3 : Nomenclature

Nomenclature	
45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	45.1 Commerce de véhicules automobiles
	45.2 Entretien et réparation de véhicules automobiles
	45.3 Commerce d'équipements automobiles
	45.4 Commerce et réparation de motocycles
46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	46.1 Intermédiaires du commerce de gros
	46.2 Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants
	46.3 Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac
	46.4 Commerce de gros de biens domestiques
	46.5 Commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication
	46.6 Commerce de gros d'autres équipements industriels
	46.7 Autres commerces de gros spécialisés
	46.9 Commerce de gros non spécialisé
47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	47.1 Commerce de détail en magasin non spécialisé
	47.2 Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé
	47.3 Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
	47.4 Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé
	47.5 Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé
	47.6 Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé
	47.7 Autres commerces de détail en magasin spécialisé
	47.8 Commerce de détail sur éventaies et marchés
	47.9 Commerce de détail hors magasin, éventaies ou marchés

Source : Eurostat